

# Fir dech a fir däi Land



---

Publication périodique  
du Service National  
de la

**Protection  
Civile**

— n° 54/2001 —

# Sommaire

## Inhalt

Editorial	4
Journée Nationale de la Protection Civile	6
Initiative im Internationalen Jahr der Freiwilligen	16
Jennifer Spartz (Gewinnerin vom Concours)	18
40 jährige Mitgliedschaft in der Protection Civile	23
Polémique concernant la formation des secouristes-ambulanciers	39
Exercice d'intervention en tunnel „Gousselerberg“	63
Rückblick: „Sauerbruch“	66
Les services de la protection civile au Portugal	70
Gefahrgut LKW verunfallt	73
Vorbereitung auf den Notfall	78
Porte ouverte Stengefort	82
Nouveau Salon de l'Enfant	86
Unser vielseitiger Fuhrpark	87
Liens internet nationaux et internationaux	88
Changements intervenus au sein des cadres du Service National de la Protection Civile	89

# Editorial

**E**n 1997, l'Assemblée Générale des Nations Unies avait proclamé 2001 Année Internationale des Volontaires. Le coup d'envoi de l'Année internationale des volontaires a été donné au Siège de l'ONU, à New York, le 28 novembre 2000, lors d'une cérémonie spéciale à laquelle avait participé notamment le Secrétaire général des Nations Unies M. Kofi Annan.

Dans son message pour la Journée internationale des volontaires, le 5 décembre 2000, M. Annan avait déclaré :

« Les volontaires ont assez d'audace pour militer pour des convictions. Ils mettent leurs bras, leur intelligence et, par-dessus tout, leur cœur au service d'autrui. Ce faisant, ils apportent l'espoir à tous ceux auxquels ils viennent en aide, leur donnant la force de vaincre leurs faiblesses. Quant à eux-mêmes, leur récompense est de savoir que leur intervention a pu changer le cours des choses. Leur courage et leur dévouement devraient inspirer à d'autres - à nous tous - la volonté d'agir. »

L'Année 2001 a été pour la Protection Civile une année marquée par un certain nombre d'événements importants:

D'abord Son Excellence le Grand-Duc Henri a tenu à confirmer Son Haut Patronage de la Protection Civile, après avoir témoigné pendant les deux dernières décennies un vif intérêt aux activités de la Protection Civile et de ses volontaires au cours de ses fonctions de Grand-Duc Héritier.

La Journée Nationale de la Protection Civile organisée le 21 octobre 2001 à Tétange (Kayl) marquée par la cérémonie de remise de décorations dans la Médaille du Mérite de la Protection Civile en présence de Leurs Altesses Royales le Grand-Duc et la Grande Duchesse encadrée par une impressionnante exposition de matériel roulant de la Protection Civile et la présentation des activités des différentes unités de la Protection Civile.

**D**ans le cadre de l'Année Internationale du Volontariat un concours s'adressant aux jeunes avait été lancé et la remise des prix eut lieu dans le cadre de la Journée Nationale de la Protection Civile le 20 octobre 2001.

Le tableau des activités dans le cadre de l'année du Volontariat est complété par une série de conférences organisées conjointement avec le Ministère de la Famille, un séminaire, des stands d'information au Salon de l'Enfant et à la Foire de l'étudiant et en clôture par la Foire du Bénévolat où la Protection Civile participera avec un grand stand d'information ensemble avec le Service d'Incendie le 9 décembre 2001.

Cette année du Volontariat 2001 tend vers sa fin. Le bilan final reste à faire, mais j'espère quel qu'en sera que le fin mot, l'image du Volontaire au Grand Duché de Luxembourg, et surtout celle des Volontaires des services de secours puisse en ressortir renforcée, fermement ancrée dans le patrimoine luxembourgeois et que les diverses activités projetées par les comités puissent porter leur fruits.

Je profite de l'occasion pour souhaiter à tous les volontaires de la Protection Civile dès à présent un joyeux Noël et une bonne et heureuse année 2002. Puisse l'activité humanitaire qu'ils exercent pour le bien d'autrui leur apporter toute la satisfaction qu'ils méritent.

Le directeur de la protection civile

## CÉRÉMONIE DE REMISE DE DÉCORATIONS DANS LA MÉDAILLE DU MÉRITE DE LA PROTECTION CIVILE

**SCHUNGFABRIK TÉTANGE**  
**21 OCTOBRE 2001**

**L**e 21 octobre 2001 fut organisée à Tétange, dans le cadre du bâtiment « Schungfabrik » La Journée Nationale de la Protection Civile (Kayl) marquée par la 5<sup>e</sup> Cérémonie de remise de décorations dans la Médaille du Mérite de la Protection Civile en présence de Leurs Altesses Royales le Grand-Duc et la Grande Duchesse. Cette cérémonie fut encadrée harmonieusement par un ensemble du Conservatoire de Musique de la Ville d'Esch-sur-Alzette (classe de Monsieur MOOTZ) une impressionnante exposition de matériel roulant de la Protection Civile à l'extérieur et la présentation réussie des activités des différentes unités de la Protection Civile.

Comme par le passé, le Couple Grand-Ducal a marqué un fort intérêt au matériel exposé, a posé maintes questions aux représentants des différentes unités représentées et ont félicité les volontaires de leur engagement.

Parmi les lauréats, il y a lieu de soulever tout particulièrement MM. Jean JAANS et Norbert SCHMITZ aux quels fut décernée la Médaille en Vermeil avec Couronne pour leur collaboration engagée à la publication des 50 premières éditions du présent bulletin.

**Félicitations de la direction !**

**U**n grand merci de la direction est adressé au Centre de Secours de Kayl et au Service d'Incendie et de Sauvetage, à Monsieur Dan Belardi, chef du centre de secours de Kayl, ainsi qu'à ses adjoints Danielle Kayser et Guy Hoffmann (également en sa qualité de chef de corps) et à tous les membres qui ont tous contribué au succès de la Journée Nationale de la Protection Civile 2001.

Un grand merci également à l'administration communale de Kayl et à tous ceux qui y ont collaboré.

**La liste des personnes décorées est impressionnante:**

Sur le rapport de Notre Premier Ministre, Ministre d'Etat et Notre Ministre de l'Intérieur et après délibération du Gouvernement en Conseil :

**AVONS TROUVE BON ET ENTENDU**

de conférer dans la Médaille du Mérite de la Protection Civile

**LA MEDAILLE EN VERMEIL AVEC COURONNE**

à M. Arend Jean, secouriste-ambulancier, Redange  
M. Bachstein Jean-Claude, secouriste-sauveteur, Diekirch  
M. Baransky Ralph, secouriste-ambulancier, Pontpierre  
M. Battista François, secouriste-sauveteur, Differdange  
Mme Baumann Nicole, secouriste-ambulancière, Wasserbillig  
M. Berchem Alfred, chef de centre adjoint, Ernzen  
Mme Berger Chantal, chef de centre adjoint, Christnach  
M. Bertrang Romain, secouriste-sauveteur, Schifflange  
M. Block Carlo, secouriste-ambulancier, secouriste-sauveteur, Mamer  
Mme Bourkel-Zwick Marie-Rose, secouriste-ambulancière, Steinfort  
M. Burger Guy, chef de section du groupe CNA, Luxembourg  
M. Cauria Paul, membre du groupe CNA, Dondelange  
M. Clesse Fernand, secouriste-ambulancier, secouriste-sauveteur, Bettembourg

M. Closter Josy, secouriste-ambulancier, Troisvierges  
M. Colette Fernand, secouriste-sauveteur, Diekirch  
M. Colles René, secouriste-ambulancier, Wilwerdange  
M. De Matos Theo, secouriste-sauveteur, Ettelbruck  
M. Diederich Alfred, membre du groupe NBC, Luxembourg  
M. Duton Marc, chef de centre adjoint, Grevenmacher  
M. Ensch Marc, chef de centre adjoint, Bettembourg  
Mme Ernzen-Reiffers Marie-Rose, secouriste-ambulancière, Steinheim  
M. Federspiel René, secouriste-ambulancier, Ingeldorf  
M. Feil Gaston, membre du groupe CNA, Luxembourg  
M. Flick Gaston, secouriste-sauveteur, Hosingen  
M. Foxius Willy, secouriste-ambulancier, Basbellain  
M. Friederici Claude, chef de centre adjoint, Remich  
M. Gaillard Pierre, secouriste-ambulancier, Pétange  
M. Geiben Charles, secouriste-ambulancier, Drinklange  
Mme Genson Karin, secouriste-ambulancière, secouriste-sauveteur, Echternach  
M. Gerson Marcel, secouriste-ambulancier, secouriste-sauveteur, Irrel  
Mme Gerson-Schmit Marie-Paule, secouriste-ambulancière, secouriste-sauveteur, Irrel  
Mme Gloden-Schanen Lily, secouriste-ambulancière, Schengen  
M. Goergen Armand, chef de section adjoint du groupe CNA, Canach  
M. Greis Jean-Marie, plongeur, Dudelange  
Mme Gudenburg-Schmitz Denise, secouriste-ambulancière, Helmdange  
M. Hack Pascal, instructeur en sauvetage, plongeur, Echternach  
M. Hauffels Claude, secouriste-sauveteur, Lintgen  
M. Heiderscheid Leo, secouriste-ambulancier, Helmdange  
Mme Hienckes Marie-Paule, secouriste-ambulancière, Grevenmacher  
M. Hoffmann Guy, chef de centre adjoint, Kayl  
Mme Horper Marie-Jeanne, secouriste-ambulancière, Troisvierges  
Mme Hosinger Anni, secouriste-ambulancière, Bettborn  
Mme Huberty-Toussaint Denise, secouriste-ambulancière, Kayl  
M. Jaans Jean, rédacteur honoraire du périodique de la protection civile, Strassen  
Dr. Jaminet Marcel, médecin-anesthésiste, Ettelbruck  
M. Keil Paul, secouriste-ambulancier, Wiltz  
M. Kirch Fernand, secouriste-ambulancier, secouriste-sauveteur, Mamer  
M. Kreff Jules, chef de centre adjoint, Esch-sur-Alzette  
M. Krier Marco, secouriste-sauveteur, Kayl  
M. Lang Roger, secouriste-ambulancier, Remich  
M. Laux Aloyse, secouriste-sauveteur, Kayl  
M. Linden Jean-Louis, membre du groupe NBC, Diekirch  
Mme Ludes-Schwartz Edith, secouriste-ambulancière, Bech-Kleinmacher  
M. Ludovicy Pascal, secouriste-ambulancier, secouriste-sauveteur, Bettembourg  
M. Marnach Joseph, secouriste-sauveteur, Hoescheid  
Mme Mathieu Léonie, secouriste-ambulancière, Redange (décédé)  
M. Meyer Robert, chef de centre, Esch-sur-Alzette  
M. Michelini Toni, secouriste-ambulancier, Gosseldange

Mme Michels-Back Annick, chef de centre, Remerschen  
M. Misteri Georges, secouriste-ambulancier, plongeur, Dudelange  
M. Mousel Guy, instructeur en secourisme, Luxembourg  
M. Mulbach Paul, secouriste-ambulancier, secouriste-sauveteur, Lintgen  
M. Muller Louis, membre du groupe CNA, Niederkorn  
M. Nerini Roland, secouriste-ambulancier, plongeur, Schifflange  
M. Nicolay Marc, secouriste-sauveteur, Larochette  
M. Oth Jean-Paul, instructeur en secourisme, Olm  
Mme Pauly Marie-Paule, secouriste-ambulancière, Redange  
M. Plumaf Alain, chef de centre, Soleuvre  
Mme Rausch-Gangler Yvette, secouriste-ambulancière, Bigonville  
Mme Reuter-Kayser Suzette, secouriste-ambulancière, Bettembourg  
M. Rinnen Roland, secouriste-sauveteur, Gosseldange  
Mme Rosseljong-Nelissen Josee, secouriste-ambulancière, Bigonville  
Mme Scheuer-Jucken Sonja, secouriste-ambulancière, secouriste-sauveteur, Eisenbach  
M. Schmitz Marcel, secouriste-sauveteur, Lintgen  
Mme Schmit-Lehner Gaby, secouriste-ambulancière, Kayl  
Mme Schmit-Schiltz Milly, secouriste-ambulancière, Lintgen  
M. Schmitz Norbert, typographe honoraire du périodique de la protection civile, Luxembourg  
M. Schneider Dirk, chef de centre, Bettembourg  
M. Scholtes Georges, secouriste-sauveteur, Ettelbruck  
M. Schuller Gaston, secouriste-ambulancier, secouriste-sauveteur, Mamer  
M. Sell Raymond, secouriste-ambulancier, secouriste-sauveteur, Rollingen  
Mme Siebenaller Annette, secouriste-ambulancière, Drinklange  
M. Simon Martin, chef de centre adjoint, instructeur en secourisme, Dudelange  
Mme Speidel-Franzen Marie, secouriste-ambulancière, Perlé  
M. Steinmetz René, secouriste-ambulancier, secouriste-sauveteur, Tétange  
M. Stempel Raymond, secouriste-ambulancier, Troisvierges  
M. Strotz René, instructeur en secourisme, Mondercange  
Mme Thein Ingrid, secouriste-ambulancière, Pétange  
M. Wagner Bernard, chef de centre adjoint, Hosingen  
M. Weber Guy, chef de centre adjoint, Warken  
Mme Weisgerber-Schon Irène, secouriste-ambulancière, Wiltz  
M. Weiz Mathias, membre du groupe CNA, Luxembourg  
Mme Welter Margot, secouriste-ambulancière, Binsfeld  
M. Wirtz Mathias, secouriste-sauveteur, Oberkorn  
M. Zender Edmond, chef de centre adjoint, Mertert  
M. Zweber Jos, secouriste-ambulancier, Berlé

## LA MEDAILLE EN VERMEIL

M. Bartz Jean, chef de centre adjoint, Osweiler  
M. Beck Marcel, secouriste-ambulancier, secouriste-sauveteur, Dudelange

M. Becker Alain, chef de centre, Dudelange  
Mme Beck-Wintersdorf Françoise, secouriste-ambulancière, Schifflange  
M. Bertemes Guy, secouriste-sauveteur, Noerdange  
M. Bettendorf Patrick, secouriste-sauveteur, Ernzen  
M. Bewer Frank, chef de centre adjoint, Asselborn  
M. Biver Tom, chef de centre adjoint, Mertert  
M. Bley Guy, instructeur en secourisme, Bettembourg  
M. Breuskin Patrick, chef-adjoint du groupe NBC, Sanem  
Mme Buijs-Hermes Christiane, secouriste-ambulancière, Lintgen  
M. Ciemniak Nicolas, secouriste-sauveteur, Differdange  
M. Clesen Roby, instructeur en secourisme, Drinklange  
Mme Conrardy Susy, chef de centre adjoint, Redange  
Mme Coremans Catherine, secouriste-ambulancière, Wahlhausen  
M. Crochet Jos, secouriste-ambulancier, Wiltz  
M. Eilenbecker Pierre, membre du groupe CNA, Lintgen  
M. Ensch Carlo, instructeur en secourisme, Wasserbillig  
M. Ewen Georges, secouriste-ambulancier, secouriste-sauveteur, Lintgen  
M. Faber Johnny, secouriste-sauveteur, Consthun  
M. Faber Pascal, secouriste-ambulancier, secouriste-sauveteur, Mertert  
M. Feider Michel, chef du groupe NBC, Niederanven  
M. Feilen Jean-Paul, membre du groupe CNA, Moutfort  
M. Frank Germain, membre du groupe CNA, Luxembourg  
Mme Friederici Monique, secouriste-ambulancière, Remich  
Mme Galeota Rosella, secouriste-ambulancière, secouriste-sauveteur, Soleuvre  
M. Gaspard Jean-Marc, secouriste-ambulancier, Ernzen  
M. Geyer Roger, membre du groupe CNA, Mensdorf  
M. Godar Gilbert, secouriste-sauveteur, Remich  
M. Goergen Robert, chef de centre adjoint, Dudelange  
M. Greisch Jean-Claude, secouriste-sauveteur, Wiltz  
Mme Greisch-Remackel Gaby, secouriste-ambulancière, secouriste-sauveteur, Belvaux  
M. Graben Mike, secouriste-ambulancier, Sandweiler  
M. Haag Pierre, secouriste-ambulancier, secouriste-sauveteur, Dudelange  
M. Hendriks Claude, secouriste-sauveteur, Erpeldange  
M. Hermes Arsène, secouriste-sauveteur, Ettelbruck  
Mme Hess-Wagener Chantal, secouriste-ambulancière, Lintgen  
M. Hoschet Ferdy, secouriste-sauveteur, Marnach  
Dr Jaeger Ulrich, médecin-anesthésiste, Ettelbruck  
M. Karger Marco, secouriste-ambulancier, secouriste-sauveteur, Bofferdange  
Mme Kayser Danielle, chef de centre adjoint, Kayl  
M. Kieffer Nicolas, secouriste-sauveteur, Tétange  
M. Kintzie Urbain, secouriste-ambulancier, membre du groupe NBC, Wolwelange  
M. Kirsch Nico, secouriste-sauveteur, Holzthum  
M. Klein Aloyse, secouriste-ambulancier, Waldbillig  
M. Kremer Romain, secouriste-ambulancier, Dudelange  
Mme Kunsch-Jacoby Anny, secouriste-ambulancière, secouriste-sauveteur, Belvaux

M. Lallemand Michel, instructeur en sauvetage, Redange  
Mme Lang-Boever Nadine, secouriste-ambulancière, Mertert  
Mme Lanners-Bachstein Sandra, secouriste-ambulancière, Bettembourg  
M. Leeninga Marc, instructeur en secourisme, Everlange  
M. Linster Raymond, secouriste-ambulancier, Bertrange  
Mme Ludwig Martine, secouriste-ambulancière, Troisvierges  
M. Maack François, secouriste-ambulancier, Wiltz  
M. Majeres Richard, instructeur en secourisme, Ettelbruck  
M. May Marco, instructeur en secourisme, Erpeldange  
Mme Meyer Monique, secouriste-ambulancière, Dudelange  
M. Mousel Fernand, chef de centre adjoint, Mamer  
M. Muller Marc, secouriste-ambulancier, Hautcharage  
M. Munhoven Raymond, secouriste-ambulancier, secouriste-sauveteur, Kayl  
M. Noe Balthazar, secouriste-ambulancier, Hoffelt  
M. Oster Richard, secouriste-ambulancier, Pétange  
Mme Paquet-Lautern Nancy, secouriste-ambulancière, Remich  
M. Pautsch André, secouriste-sauveteur, Lintgen  
M. Peters Jeannot, secouriste-sauveteur, Ettelbruck  
M. Pleim Frank, secouriste-sauveteur, Hosingen  
Mme Plumat-Krux Mireille, secouriste-ambulancière, secouriste-sauveteur, Soleuvre  
M. Portzen Marc, instructeur en secourisme, chef de centre, Eisenbach  
M. Reiffer Patrick, secouriste-ambulancier, secouriste-sauveteur, Rollingen  
Mme Roth Berthe, instructeur en secourisme, Esch-sur-Alzette  
M. Saurfeld Jos, secouriste-sauveteur, Warken  
M. Schaal Nico, secouriste-sauveteur, Lintgen  
M. Schammel Jean-Marie, secouriste-ambulancier, secouriste-sauveteur, Bettembourg  
Mme Schanen-Schmit Catherine, secouriste-ambulancière, Larochette  
M. Schmit Frank, secouriste-sauveteur, Ettelbruck  
M. Schmit Henri, secouriste-ambulancier, secouriste-sauveteur, Bascharage  
M. Schmit Nico, membre du groupe CNA, Kleinbettingen  
Mme Schmit-Kleinbauer Linda, secouriste-ambulancière, Bettembourg  
M. Schmitz Jean-Marie, instructeur en secourisme, Schieren  
Mme Schneider-Kneip Annette, secouriste-ambulancière, secouriste-sauveteur, Bettembourg  
M. Schroeder René, secouriste-sauveteur, Nocher  
M. Schwarmes Roland, secouriste-ambulancier, Soleuvre  
M. Soumer François, secouriste-sauveteur, Ettelbruck  
M. Spautz Romain, secouriste-sauveteur, Larochette  
M. Stemper Guy, secouriste-ambulancier, Mersch  
M. Stirn Emile, secouriste-ambulancier, secouriste-sauveteur, Drauffelt  
Mme Stirn-Weydert Danielle, secouriste-ambulancière, secouriste-sauveteur, Drauffelt  
M. Thiel Gast, secouriste-ambulancier, Grevenmacher  
M. Thill Henri, chef de centre, Redange  
M. Thill Jean-Claude, secouriste-ambulancier, Steinheim  
M. Thill Nico, membre du groupe NBC, Bettembourg  
M. Thill Pierrot, secouriste-ambulancier, secouriste-sauveteur, Mersch

M. Troes Frank, secouriste-ambulancier, Niederfeulen  
M. Vanhaeckendover Romain, secouriste-sauveteur, Wiltz  
M. Verloone Mario, secouriste-ambulancier, Wolwelange  
M. Weisgerber Alain, chef de centre, Wiltz  
M. Wiltzius Romain, secouriste-ambulancier, Wintrange  
Mme Zender-Kuhn Liliane, secouriste-ambulancière, Mertert  
Mme Zoller Martine, secouriste-ambulancière, Soleuvre

## LA MEDAILLE EN ARGENT

M. Barros Filipe, secouriste-sauveteur, Diekirch  
M. Barthel Robert, secouriste-ambulancier, Warken  
M. Becker Lucien, secouriste-sauveteur, Remich  
Mme Bevilacqua-Ries Colette, secouriste-ambulancière, Bettembourg  
M. Bock Roland, secouriste-ambulancier, secouriste-sauveteur, Sassel  
M. Braconnier Mike, secouriste-ambulancier, Differdange  
M. Braquet Jean-Marie, secouriste-sauveteur, Weiswampach  
M. Braz Rito Francisco, secouriste-ambulancier, secouriste-sauveteur, Esch-sur-Alzette  
M. Breda Pierre, secouriste-ambulancier, Wintrange  
M. Bucco Jean-Pierre, secouriste-sauveteur, Wiltz  
M. Cardoni Carlo, secouriste-ambulancier, secouriste-sauveteur, Rumelange  
M. Carlizzi Yvon, secouriste-ambulancier, Niederkorn  
M. Claus Roger, secouriste-ambulancier, secouriste-sauveteur, Oberfeulen  
M. Coftong Claude, secouriste-sauveteur, Gosseldange  
M. Crochet Gilles, secouriste-ambulancier, Wiltz  
M. Demuth Nico, secouriste-sauveteur, Asselborn  
M. Denis Jean, secouriste-sauveteur, Troisvierges  
M. Dewans Roland, secouriste-sauveteur, Burden  
M. Dusemang Carlo, secouriste-ambulancier, secouriste-sauveteur, Redange  
M. Dusseldorf Nico, membre du groupe CNA, Oetrange  
M. Faber Josy, secouriste-sauveteur, Redange  
M. Fehlen Roby, secouriste-ambulancier, secouriste-sauveteur, Mersch  
Mme Fehlen-Bonert Monique, secouriste-ambulancière, Mersch  
Mme Fink-Sell Claudine, secouriste-ambulancière, Niederfeulen  
M. Fisch François, membre du groupe NBC, Belvaux  
M. Fisch Pascal, secouriste-ambulancier, Dudelange  
M. Fisch René, membre du groupe CNA, Bergem  
M. Fischer Jean-Luc, secouriste-ambulancier, Soleuvre  
M. Flick Pascal, secouriste-ambulancier, secouriste-sauveteur, Pratz  
Mme Funk Maisy, secouriste-ambulancière, Diekirch  
M. Fusenig Pascal, secouriste-sauveteur, Dudelange  
Mme Gales-Wiltzius Lucie, secouriste-ambulancière, Remerschen  
M. Garidel Serge, chef du groupe canin, Remich

M. Gerekens Henri, secouriste-sauveteur, Reichlange  
Mme Giuliani-Oberweis Rose, secouriste-ambulancière, secouriste-sauveteur, Dudelange  
M. Glwer Jérôme, secouriste-ambulancier, Mersch  
Mme Goebel-Johanns Rita, secouriste-ambulancière, Rodershausen  
M. Goldschmit Claude, secouriste-ambulancier, Wintrange  
M. Gotting Jeff, secouriste-sauveteur, Mertert  
M. Groeber Jeff, secouriste-sauveteur, Rumelange  
M. Grommes Pascal, secouriste-sauveteur, Hosingen  
M. Haine Mike, secouriste-sauveteur, Tétange  
M. Harsch Nico, secouriste-ambulancier, secouriste-sauveteur, Schifflange  
M. Hau Norbert, secouriste-sauveteur, Medernach  
M. Heiderscheid Jacques, secouriste-ambulancier, Remich  
M. Hentz Henri, secouriste-sauveteur, Weiswampach  
Mme Herrig-Ries Elisabeth, secouriste-ambulancière, Esch-sur-Alzette  
Mme Hillbert Marie-Rose, secouriste-ambulancière, Ettelbruck  
Mme Hirt-Lamesch Maggy, secouriste-ambulancière, Mertert  
Mme Hirt-Woeldgen Maggy, membre du groupe CNA, Grevénmacher  
M. Hoffmann Marc, secouriste-sauveteur, Kayl  
Mme Hoffmann-Martins Simone, secouriste-ambulancière, Kayl  
M. Huet Fred, secouriste-sauveteur, Haller  
M. Huth Steve, secouriste-sauveteur, Diekirch  
Dr. Jacob Jean, médecin-anesthésiste, Ettelbruck  
M. Jadin Alain, secouriste-ambulancier, secouriste-sauveteur, Dudelange  
M. Jadin Raoul, secouriste-sauveteur, Dudelange  
M. Jans Claude, secouriste-sauveteur, Hoescheid-Dickt  
M. Jung Jean-Marc, secouriste-sauveteur, Dudelange  
M. Kanivé Claude, secouriste-sauveteur, Diekirch  
M. Karger Eric, secouriste-ambulancier, secouriste-sauveteur, Redange  
M. Karger Patrick, secouriste-ambulancier, secouriste-sauveteur, Steinsel  
M. Kessler Marc, secouriste-ambulancier, secouriste-sauveteur, Bergem  
Mme Kiggen Sonny, secouriste-ambulancière, Redange  
M. Kirsch Raymond, membre du groupe NBC, Luxembourg  
Mme Klein-Meeus Linda, secouriste-ambulancière, Niederfeulen  
M. Klein Emile, secouriste-ambulancier, Ettelbruck  
M. Kleinbauer Alain, secouriste-ambulancier, Bettembourg  
M. Koster Claude, secouriste-ambulancier, Bigonville  
M. Kraemer Frank, secouriste-sauveteur, Bettendorf  
M. Kristen Joseph, membre du groupe CNA, Remerschen  
Mme Krumlowsky Irène, secouriste-ambulancière, Tétange  
M. Krux Serge, secouriste-ambulancier, secouriste-sauveteur, Belvaux  
Mme Krux-Greisch Marie-Rose, secouriste-ambulancière, secouriste-sauveteur, Belvaux  
Mme Lautem Malou, secouriste-ambulancière, Remich  
M. Ley Billy, secouriste-sauveteur, Ettelbruck  
M. Ley Théo, secouriste-ambulancier, Dudelange  
M. Lavers Daniel, secouriste-sauveteur, Ernzen

# Protection

p@ge 14

p@ge 15

M. List Jean-Claude, secouriste-sauveteur, Dudelange  
M. Losch Jean-Paul, secouriste-ambulancier, secouriste-sauveteur, Redange  
M. Ludwig Marc, secouriste-ambulancier, Luxembourg  
M. Lunke Sandro, secouriste-ambulancier, secouriste-sauveteur, Dudelange  
M. Lux Théo, secouriste-sauveteur, Weiswampach  
M. Maciech Marc, secouriste-ambulancier, Esch-sur-Alzette  
M. Mack Jos, secouriste-ambulancier, Redange  
M. Majchrzak François, secouriste-ambulancier, secouriste-sauveteur, Steinheim  
Mme Majchrzak-Boegel Michèle, secouriste-ambulancière, Steinheim  
M. Majerus Pascal, secouriste-ambulancier, secouriste-sauveteur, Bettembourg  
Mme Mantz Viviane, secouriste-ambulancière, Bigonville  
M. Marques Daniel, secouriste-ambulancier, Esch-sur-Alzette  
M. Meyer Nicolas, secouriste-sauveteur, Oberkorn  
Mme Meysembourg Josée, secouriste-ambulancière, Esch-sur-Alzette  
M. Modo Michel, secouriste-ambulancier, secouriste-sauveteur, Mamer  
Mme Neves Sylvie, secouriste-ambulancière, Diekirch  
M. Nimax Henri, membre du groupe CNA, Bourglinster  
Mme Nober Elvire, secouriste-ambulancière, Waldbillig  
M. Paquet Markus, secouriste-sauveteur, Remich  
M. Pauly Luc, secouriste-ambulancier, secouriste-sauveteur, Redange  
M. Peffer Roger, secouriste-ambulancier, Merscheid  
M. Peters Marc, chef de plongée, Rollingen  
M. Plier Yves, secouriste-ambulancier, Erpeldange  
Mme Pola Doris, secouriste-ambulancière, Dudelange  
M. Pola Steve, secouriste-ambulancier, secouriste-sauveteur, Dudelange  
Mme Pranzetti-Verzin Christine, secouriste-ambulancière, Untgen  
M. Reder Thierry, secouriste-ambulancier, Pétange  
Mme Reiffer-Marx Renée, secouriste-ambulancière, Rollingen  
Mme Ries Marie-Jeanne, secouriste-ambulancière, Bastendorf  
M. Roster Armand, secouriste-ambulancier, Wiltz  
Mme Scharz-Stoos Lisa, secouriste-ambulancière, Ettelbruck  
Mme Schaus Désirée, membre du groupe CNA, Esch-sur-Alzette  
M. Schaus Romain, secouriste-ambulancier, secouriste-sauveteur, Bettembourg  
M. Scheid Alain, secouriste-ambulancier, Wasserbillig  
M. Scheitz Daniel, secouriste-sauveteur, Haller  
M. Schmit Alain, secouriste-ambulancier, secouriste-sauveteur, Bettembourg  
M. Schmit Claude, secouriste-ambulancier, secouriste-sauveteur, Echternach  
M. Schmit Fernand, secouriste-ambulancier, Mamer  
Mme Schmit Ginette, secouriste-ambulancière, Mamer  
M. Schmit Marco, secouriste-sauveteur, Wilwerdange  
M. Schmit Pierre, secouriste-ambulancier, Steinfort  
Mme Schmit-Jeitz Martine, secouriste-ambulancière, Dudelange  
Mme Schmit-Lutz Marie-Jeanne, secouriste-ambulancière, Bivange  
M. Schneiders Jean-Claude, secouriste-ambulancier, secouriste-sauveteur, Echternach  
M. Schroeder Nico, secouriste-ambulancier, secouriste-sauveteur, Hosingen

Mme Schweigen Annette, secouriste-ambulancière, Troisvierges  
Mme Simon Danielle, secouriste-ambulancière, Bettembourg  
M. Staus Patrick, secouriste-ambulancier, Rumelange  
M. Steinmetz Georges, secouriste-sauveteur, Weiswampach  
M. Steland Manuel, secouriste-sauveteur, Kayl  
Mme Strecker-Rosen Françoise, secouriste-ambulancière, Peppange  
M. Szöllösy Mike, secouriste-ambulancier, secouriste-sauveteur, Capellen  
M. Thilgen Frank, secouriste-sauveteur, Consthum  
M. Thill Guy, membre du groupe CNA, Rodange  
M. Thurpel Marc, secouriste-ambulancier, secouriste-sauveteur, Rumelange  
M. Thurpel Yves, secouriste-ambulancier, Rumelange  
M. Uden François, secouriste-sauveteur, Troisvierges  
M. Valletta Maria, secouriste-sauveteur, Ettelbruck  
M. Valletta Michel, secouriste-sauveteur, Ettelbruck  
M. Valletta Mimma, secouriste-sauveteur, Ettelbruck  
M. Van Maris Adrien, secouriste-ambulancier, Eisenbach  
M. Waaijenberg Albert, secouriste-sauveteur, Wiltz  
M. Wagner Jean-Pierre, secouriste-sauveteur, Dudelange  
M. Wampach Gilles, secouriste-sauveteur, Tétange  
M. Weber Guy, secouriste-ambulancier, secouriste-sauveteur, Erzen  
M. Weber Nico, secouriste-sauveteur, Diekirch  
M. Welles René, secouriste-sauveteur, Weiswampach  
M. Weiser Daniel, secouriste-ambulancier, Mandorf  
Mme Weis-Helles Marie-Josée, secouriste-ambulancière, Weiler  
Mme Wies-Kirschten Andrée, secouriste-ambulancière, Larochette  
M. Wilwerf Lucien, secouriste-sauveteur, Kayl  
M. Winandy René, secouriste-sauveteur, Kayl  
M. Windeshausen Claude, secouriste-ambulancier, Wiltz  
M. Wohl Romain, secouriste-sauveteur, Dudelange  
Mme Wolter-Uden Jeanine, secouriste-ambulancière, Schifflange  
M. Zender Steve, secouriste-ambulancier, Mertert  
M. Zinnen Emile, secouriste-ambulancier, Esch-sur-Alzette

Notre Premier Ministre, Ministre d'Etat et Notre Ministre de l'Intérieur sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Le Premier Ministre,

Le Ministre de l'Intérieur,

## INITIATIVE IM INTERNATIONALEN JAHR DER FREIWILLIGEN

### KONFERENZ UND PREISVERTEILUNG

**A**m Vorabend der „Journée Nationale de la Protection Civile“ vom 21. Oktober 2001 fand in Kayl eine Veranstaltung statt, die im Rahmen des Internationalen Jahres der Freiwilligen von der Direktion der Protection Civile in enger Zusammenarbeit mit dem Familienministerium, der Gemeindeverwaltung sowie dem Einsatzcenter Kayl organisiert wurde. Das Highlight dieser Veranstaltung war ein Vortrag von Heinz Janning zum Thema „Freiwilligenmanagement in gemeinnützigen Organisationen“. In seiner ihm eigenen dynamischen Art begeisterte der Redner die zahlreich erschienenen Zuhörer mit präzisen, klaren, aktuellen Ausführungen sowie lebendigen Beispielen, welche er in seiner langjährigen Laufbahn als Freiwilligenmanager gesammelt hat.

Er ging ausführlich auf das Thema Sinn von Freiwilligenarbeit ein. Hierbei erklärte er Begriffe wie Anliegen, Kommunikation und Betriebskultur. Dabei richtete er seinen Blick auf die Zukunft und gab zu bedenken, dass Freiwillige sich mehr und mehr am Ablauf ihrer Organisation beteiligen wollen.

Ein weiterer Punkt, der eindringender behandelt wurde, war die Frage nach der Form der Anerkennung, der Wertschätzung und der Würdigung von Freiwilligen, sowie ihr Mitspracherecht. Zum Schluss ging der Referent auf die Stichworte Integration und Unterstützung ein, um dann erklärende Worte zum Einführen, Begleiten, Fortbilden und Beenden von Freiwilligenaufgaben

an das interessierte Publikum zu richten.

Nach einer angeregten Diskussionsrunde schloss Herr Janning seinen anderthalb Stunden dauernden Vortrag unter dem Applaus des begeisterten Publikums ab.

**I**m Anschluss wurden die Preise des Wettbewerbes, welcher die Protection Civile im Rahmen des Internationalen Jahres der Freiwilligen für Jugendliche über die Sommermonate veranstaltet hatte verteilt. Die jungen Leute waren aufgerufen worden, sich an einer Aktivität beim Zivilschutz zu beteiligen. Das Thema des Wettbewerbs lautete „Volontär fir en Dag“. Ihre Erlebnisse sollten sie niederschreiben und bei der Direktion des Zivilschutzes einreichen. Dort hat eine Jury die drei interessantesten Texte ausgewertet und anlässlich dieser Veranstaltung die Gewinner ernannt. Es sind dies:

- |                          |                              |
|--------------------------|------------------------------|
| 1. Preis, ein Computer:  | Jennifer Spartz aus Clemency |
| 2. Preis, ein WAP-Handy: | Tom Fehlen aus Mersch        |
| 3. Preis, ein WAP-Handy: | Diane Thibor aus Luxemburg.  |

Die einzelnen Preise wurden von den Herren Mill Majerus aus dem Familienministerium und Jules Wilhelm, Bürgermeister der Gemeinde Kayl sowie von Frau Viviane Coner, beigeordnete Direktorin der Protection Civile, überreicht. Der interessierte Leser kann den Beitrag von Jennifer Spartz im Anschluss an diesen Artikel lesen.

Zuletzt ergriff der Bürgermeister das Wort, um die Zuhörer noch recht herzlich auf den Ehrenwein im Gemeindehaus einzuladen.

Charel Brück

## GEWËNNER VUM CONCOURS: JENNIFER SPARTZ

Jennifer Spartz  
44, rue de Sélange  
L-4965 Clemency

Kénzeg, den 25. September 2001

Protection Civile  
Monsieur Charles Brück  
1, rue Robert Stümper  
L-2557 Luxembourg

Betreff: Concours Volontär fir een Daag

Dir Dammen an Dir Hären,

Ech sinn d'Jennifer, 1986 gebuer an ginn an Stad op den Fieldgen an d'Schoul. Regelmeisseg hu mir Eischt Hëllef Coursen. Dës Coursen hu mech besonneg interesséiert well ech do eppes geléiert hunn waat ech schon direkt do heem konnt uwenden an och am spéideren Liewen villeicht emol kann gebrauchen. Well dës Coursen nëmmen théoretesch waren wollt ech onbedingt emol wëssen wéi dat an der Praxis gëng ausgesinn an oflafen. Ech hunn vun der „Porte ouverte“ vun der „Protection Civile“ vun Stengefort, Sonndes, den 23. September profitéiert, fir mech ze informéieren an och praktesch mat zëmachen. Den Här Joël Krack vun der „Protection Civile“

vun Stengefort huet sech vill Zäit geholl fir mir alles genau ze erklären, waat fir eng speziell Gebitter vun der „Protection Civile“ ofgedeckt ginn.

Fir d'éischt huet den Här Joël Krack mir den „Service Ambulancier“ gewisen:

Jiddereen vun eis kann an eng Situatioun kommen wou hien schnell Hëllef brauch oder villäicht hëllefen misst. Am ganzen Land stinn dofir 50 Ambulanzen vun der „Protection Civile“ ronderëm d'Auer zu Verfügung. Hiren Asaz geet iwwer all Onfäll bis zu akuten Krankheeten oder Nouffäll. 1600 Fräiwellegere am Ambulanzwieser si bereet fir hiren Matmënschen ze hëllef.

**D**en Här Joël Krack huet mech gefrot op ech bei engem simuléierten Autosaccident matmaachen wëllt. Natierlech war ech dofir direkt bereet. Esou war ech, an dësem simuléierten Accident den Chauffeur an hat eng Kappverletzung. Mäin Bäifuerer awer war vill méi schwéier blesséiert, ewéi ech, an am Auto ageklemmt. Ech konnt selwer aus dem Auto erausklammen, awer de Bäifuerer nët. Ewéi d'Ambulanz ukomm ass huet den Ambulancier mech gefrot op ech mam Kapp wider d'Glace geflunn wier, an op ech eppes wéih hätt. Nee hun ech geäntwert, ech sinn nämlech mam Kapp op Steierad geknuppt.

Duerch déi Verletzung déi ech virdrunn, duerch e Maquillage, op d'Stir gemeet hunn kritt, hun ech ganz schlëmm ausgesinn. D'Blutt ass mer nëmmen esou vun der Stir an d'Gesicht gelaaf.

Vun den Ambulanciersen krut ech de Kapp verbonnen an sinn an d'Ambulanz gefouert ginn. An der Ambulanz hun se mer een Apparat un den Arm ugemaach, deen den Blutrock an och den Bolls ugewisen huet.

**D**en „Service de Sauvetage“ ass ukomm an huet den Bäifuerer aus dem Auto erausgeschnidden. Si hunn als éischt all Fënsteren mat speziellen Himmer durchgeschloën, dëck Klätz ënnert den Auto geluecht, an dann d'Pneuen opgepickt, fir den Auto ze stabiliséieren, well dat klengste bougéieren vum Auto kéint déidlech fir den Patient sinn, hunn si mir erklärt, well de Bäifuerer ass ageklemmt an och am Rëck blesseiert. Si hunn Dieren eraus geschnidden, mat dëcken Schéieren an Pressen. Dofir waren 5 Mann néideg fir di ganz Apparaturen ze bedingen. Duerno, gouf den Daach opgeschnidden an erofgehall. De Patient huet elo e Rettungcorselet ukritt. Duerno ass hien vun 6 Leit aus dem Auto eraus gehuewe ginn, ouni säin Rëck ze bougéieren. An enger 2. Ambulanz ass hien oftransportéiert ginn. Di ganz Equipe huet schnell, ganz präzis ewéi een Auerwierk geschafft. All Handgrëff sutz. Dofir muss een oft an regelméisseg trainéieren huet de Här Joël Krack gesot.

Dat war also mäin prakteschen Optrëtt hei zu Stengefort. Ech hunn awer och nach aner Servicer kennegeleiert ewéi zum Beispill den „Service de Sauvetage“.

**D**ësen Service hunn ech jo schon kuerz beschriwwen bei mengem praktëschen Asaz, wou si Verletzter aus engem Autoswrack eraushuelen. Dësweideren retten dës Leit Kanner oder Déieren déi zum Beispill op Beem klammen an do nët méi vum selwen erofkommen. Wa geféierlech Chemikalien aus engem Camion auslafen huet den „Service de Sauvetage“ och eng „Brigade antipollution“ déi dann den Schued behieft an esou och eis Ëmwelt schützt. Dës Leit mussen natirlech op hiren Asaz speziell virbereet ginn. De „Service de Sauvetage“ huet bei eis hei am Land ongeféier 1000 Fräiwellegger déi op 23 Asazentren vun der „Protection Civile“ am ganze Land verdeelt sinn. Lëntgen ass den nationalen Stëtzpunkt,

an deem fonkionnéiert ronderëm d'Auer. Fir hei matzemaachen muss een 17 Joër al sinn an den „Brevet d'aptitude de secouriste-sauveteur“ gepackt hunn.

### En aneren Service sinn d'Rettungstaucher.

1970 ass de Grupp vun Rettungstaucher gegrënnt ginn. Zu Lëtz um Stausee ass den Rettungstaucher hiren Iwerwachungsposten. Dësen Iwerwachungsposten ass iwwert d'Summerméint, d'Weekender an d'Feierdeeg op der Plaz, fir Éischt Hëllef ze leeschten. Fir als Rettungstaucher ausgebild ze ginn muss een zwëschent 21 an 35 Joër al sin. Eng ärztlech Kontroll an en Éischt Hëllef Cours gemaach hunn an d'Fähegkeet hun 1/4 Stonn an engem Stéck ze schwammen. Dono kënnt déi richteg Ausbildung zum Rettungstauchen di 2 bis 3 Joër dauert. An dëser Zäit ginn niewent Théorie an Praxis vum Tauchen och Bootfueren, Aarbechten mat Biergungsmaterial esou wie Réanimatiounstechniken geléiert. Ausserdem gehéiert eng Aweisung fir Helikopterasätz dobäi. Eréischt no gepacktem Examen ass den neien Rettungstaucher vun der „Protection Civile“ asazbereet. Natirlech gëtt bei den Rettungstaucher Material ëmmer um leschten Stand vun der Technik gehalen.

### En aneren Service ass den „Groupe Canin“.

**D**ësen Service, dat muss ech soën, huet mech besonneg interesséiert, well mir och en Hond hunn.

Firwat ginn iwerhapt Rettungshonn agesat?

- Fir d'Opfer méi séier kënnen ze lokaliséieren.
- D'Rettungshonn kënnen esou guer an di klengsten an schwieregsten

Beräicher erakommen.

- Kee Kaméidi an keen Damp können Rettungshonn bei hiner Aarbecht stéieren.

Wéini ginn Rettungshonn agesat?

- No ehger Explosioun oder wann eppes an de Koup gefall ass.
- No Onglücksfäll an Tunnelen oder an enger Galerie.
- An bei der Sich no Vermessten besonneg a Bëscher.

D'Iwwerliwenschancen sinn 5 mol méi grouss beim Asaz vun den Rettungshonn.

Fir beim „Groupe Canin“ können dobäi ze sinn, muss een natirlech en Hond hunn, 18 Joër al sinn an och den Führerschäin hunn.

**D**sou, dat hei ass eng kuerz Beschreiwung vun mengem Dag zu Stengefort. Et huet mir gudd gefall, ech hunn vill beigeléiert, an och emol gesinn ewéi et an der Praxis ofleeff. Wat mir besonneg gefall huet, ass d'Arbecht an der Grupp an d'Frëndschaft ënner de „Secouristen“. Ech wier frou nach weider Informatiounen ze kréien.

E schéine Bonjour

Jennifer Spartz

## 40 JÄHRIGE MITGLIEDSCHAFT IN DER PROTECTION CIVILE, PERSÖNLICHE ERINNERUNGEN UND EHRENAMTLICHER EINSATZ VON GÉRARD WOHL, ZENTERCHEF UND KADERSPRECHER HONORAIRE

### DIE ANFÄNGE

**A**nfang 1957 wurden alle Gemeinden des Landes aufgefordert, Massnahmen zu ergreifen, um die Bevölkerung zu schützen im Falle eines Krieges. Der kalte Krieg herrschte und so war eine erste Informationsversammlung am 24. Februar 1957 im Festsaale des klassischen Lyzeums in Echternach für alle Sekuristen des Kantons. Die Anfänge waren bescheiden, keine richtige Struktur, aber immerhin die Idee eine Zivilschutzsektion in Echternach zu gründen, war gegeben.

**D**ie erste große öffentliche Versammlung mit Filmeinlagen fand am 8. Juni 1961 im Festsaale der Primärschule statt. Viele Bürger hatten sich eingefunden, und Sinn und Zweck der Protection Civile in Friedenszeiten, sowie im Ernstfall, wurde erklärt. Zur aktiven Teilnahme an der Zivilschutzaktion wurde aufgerufen, sei es für den service sanitaire, den welfare, den service d'incendie oder für den Bergungs- und Rettungsdienst (section génie).

**A**ls Student und sehr aktiv in den damaligen Jugendvereinen (Scout, Jocist, Turnverein, Basket usw..) nahm ich diese Einladung an. Es war eine Selbstverständlichkeit, dass ich mich in den service sanitaire und den welfare d.h. beim Feldküchedienst meldete. Ein weiterer badge auf meiner Scoutsuniform.

## ERSTER AMBULANZDIENST

**A**m 21. Dezember 1961, nachmittags um 15.30 Uhr überreichte Innenminister P. Grégoire 6 Ambulanzfahrzeuge vom Typ Citroën. Auch Echternach, als Kantonalhauptort erhielt eine Ambulanz (A 1429). Aber wozu ? Und wie einsetzen ? Und mit welchen Sekuristen ?

Am Tage wurde die Ambulanz von den Gemeindebeamten oder Arbeiter betreut, aber der Nacht- und Wochenenddienst war nicht abgesichert. Zwei von 4 Ambulanzfahrer wohnten in meiner Strasse und und so war meine Hilfe als Student insbesondere während den freien Nachmittagen, oder an den Sonn- und Feiertagen erwünscht. Der Bereitschaftsdienst war eine persönliche Herausforderung, da man nicht von zuhause wegkonnte. Man musste Stellung halten, ein Telefonanschluss war für einfache Sekuristen nicht vorgesehen.

Selten wurde unsere Hilfe beansprucht, und hie und da ein Krankentransport nach Luxemburg-Stadt.

Während den Sommerferien und der Touristensaison jedoch wurde die Ambulanz öfters als sonst angefordert. Und da sich die Einsätze im Laufe der Monate anhäuften, musste eine Permanence eingeführt werden. So

beschloss der Echternacher Gemeinderat ab 1. August 1962 die Einrichtung eines freiwilligen Bereitschaftsdienstes für den Ambulanzwagen. Eine Entschädigung, für die mit diesem Dienst betrauten Personen, wurde bewilligt. Auch waren die Telefonanschlüsse, die Abonnementskosten, sowie die im Interesse der Krankentransporte geführten Ferngespräche zu Lasten der Gemeindekasse.

**E**ine Notrufzentrale funktionierte damals noch nicht, die Ambulanzfahrten wurden angemeldet in Luxemburg-Stadt unter der Nr 21961 oder 24783, Pannen bei der Alarmierung der Ambulanzmannschaft waren an der Tagesordnung, 30, 40 oder mehr Minuten bis zum Einsatz waren bedingt durch die Suchaktionen, um einen Fahrer zu finden. Auch fiel die Telefonzentrale auf der Gemeinde öfters aus, so dass während dem Nacht- oder dem Wochenenddienst die Sekuristen nicht erreichbar waren. Viele Reklamationen seitens der Ärzte und der Hospitalverwaltung. Während der Touristensaison im Sommer wurde die diensttuende Mannschaft oft beansprucht, verletzte oder erkrankte Touristen nach Holland oder Belgien zu transportieren. Ein recht schwieriges Unterfangen.

## INSPEKTION AM 20. APRIL 1964 DURCH S.K.H. DEM ERBGROBHERZOG JEAN

**V**iel Aufregung und Vorbereitung für diesen Tag in Lintgen. Geschlossen in BD Uniform, in Reih und Glied, und mit geölten Schuhen und Riemen erwarteten wir den hohen Besuch. Ein einmaliges Erlebnis wie hunderte von Freiwilligen aus dem ganzen Grossherzogtum im \*garde ä

vous\* unserem Schirmherr vorgestellt wurden. Als Jugendlicher hatte ich nun das Gefühl Mitglied einer nationalen Hilfsbewegung zu sein.

## FORMATION

**D**ie ersten Kenntnisse und Griffe in Erster Hilfe wurden uns von einem Militärarzt gelehrt. Da wir an der Sauer lagen, wurden wir in der hauptstädtischen Badeanstalt als Rettungsschwimmer ausgebildet. Wir waren polyvalent im Einsatz, insbesondere bei den Übungen mussten wir zuerst die Aufgaben als Sanitäter verrichten, dann bei der Feldküche aushelfen. Besonderer Wert wurde auf die Handhabung der technischen Hilfsmittel gelegt.

140 Ambulanzeinsätze, davon 72 Krankentransporte und 49 Unfälle zeigte die Echternacher Statistik 1969. Der Echternacher Ambulanzdienst, gemäss Gemeindekonten 1970, hatte Einnahmen in Höhe von 87.078 F und Ausgaben von 96.693 F, sodass ein Defizit von 9 615 F übrig blieb. Der Bereitschaftsdienst ist zu teuer Protectiunn zevill wurde gespottet.

## MONSANTO

**M**it der Eröffnung des Nylonwerkes mit 1100 Arbeitsplätzen im Jahre 1965 wurde eine neue Etappe für die Stadt Echternach geschrieben. Neue Sicherheitsforderungen wurden laut und die gestellten Aufgaben wurden immer grösser für die junge Protec Sektion Echternach. Wir junge Mitglieder, nach einer soliden Ausbildung in Sache

Sicherheit in diesem amerikanischen Werk, erhoben neue Forderungen und eine Reorganisation unserer Hilfsorganisation. Doch die Gegensätze zwischen der alten und der jüngeren Garde blieben bis zur Demission des zweiten Zenterchefs im Oktober 1972.

## PROTECTIUNN ZEVILL

**A**ngesichts vieler Demissionen und Unstimmigkeiten, sowie das angespannte Verhältnis zur lokalen Feuerwehr, war eine Untergangsstimmung im PC Zenter zu spüren. In der Bevölkerung wurde über die Hilfsdienste im allgemeinen gespottet aber irgendwie spürte man, dass die Protectiunn zevill war. Rekrutierungsschwierigkeiten und moralische Unterstützung fehlte vielerorts. Eine grundlegende Reorganisation drängte sich regelrecht auf.

## 1971/1972 : REORGANISATION DES ZIVILSCHUTZES

**N**ach der Nominierung von Léon JUNG als P.C. Direktor erlebte die Zivilschutzorganisation einen neuen Aufschwung, die gesteckten Ziele und Aufgaben wurden neu definiert und auf Friedenszeiten abgestimmt. Die starre, administrative Struktur wurde abgeschafft und die Funktion des Zenterchefs, als offizieller Vertreter des P.C. Direktors, resp. des Ministers, legalisiert. Eine Revolution für damalige Verhältnisse, aber der richtige Weg in eine neue Zukunft der nationalen und regionalen Zivilschutz-Hilfsorganisation.

## 20 JAHRE ZENTERCHEF UND NATIONALER KADERSPRECHER

**W**oher die Zeit nehmen, um diese wichtige Posten auszuüben, hatte ich doch einen verantwortungsvollen Posten bei Monsanto und war ich neben dem Gemeinderatsposten auch in vielen Vereinen noch aktiv tätig.

Der Tod meines Bruders, welcher bei einem Verkehrsunfall ums Leben kam, und die Hilfe sehr lange auf sich warten liess, waren mit ausschlaggebend, dass ich mich energisch einsetzte für eine Verbesserung der Hilfsorganisationen. Keine einfache Sache auch damals meinen Eltern und vor allem der Verlobten meines Bruders die traurige Nachricht (3 Wochen vor der Hochzeit) zu überbringen. Öfters, nach schweren Unfällen, wurde mir diese undankbare, aber sehr wichtige Aufgabe anvertraut. Heute gibt es Gott sei Dank geschulte Fachkräfte die diesen Dienst verrichten.

**O**ktober 1972 : Der PC Zenter Echternach wird grundlegend reorganisiert. Mit der Annahme des Posten als Zenterchef wird mir klar, dass eine grosse Aufgabe bevorstand. Mit meinen Kollegen Adjunkten und dem Kommandanten der Feuerwehr, wurde ein Arbeitsteam gegründet, welches die Zusammenarbeit und den Ausbau des Feuerwehr-, Ambulanz- und Rettungsdienstes als oberste Priorität hinstellte.

Zusammen haben wir öfters bei den damaligen Verantwortlichen interveniert, um auf die katastrophalen Misstände hinzuweisen betreffend Fuhrpark. In 7 verschiedenen Unterkünften waren die Rettungsfahrzeuge und das Rettungsmaterial untergestellt, eine gemeinsame Organisation war schwierig. Die Rettungsfahrzeuge selbst waren veraltet, so musste bei Unfällen der alte Truck (alte Militärbestände) in den Einsatz kommen oder auch nicht.<sup>2</sup>

**D**iese Misstände waren auch ausschlaggebend dafür, dass ich alle Zenterchefs des Landes nach Echternach einlud. Das erste comité des cadres der Protection Civile wurde gegründet. Zusammen stellten wir einen Wunschkatalog auf, um neue Ambulanz- und Rettungsfahrzeuge zu bekommen. Als nationaler mandatierter Kadersprecher setzte ich mich ein, damit die berechtigten Forderungen der Zenter bewilligt wurden. So auch eine memorable Kadersitzung in Schimpach mit dem Innenminister. Explosivstimmung, aber sachlich und fair konnten wir erreichen, dass der Staat, trotz Sparmassnahmen eine rallonge budgétaire von 15 Mio bewilligte, und somit einige veraltete Ambulanz- und Rettungswagen ersetzt werden konnten. Das comité des cadres, als Vertreter aller Freiwilligen wurde endlich ernst genommen. So durfte der Kadersprecher oder sein Vertreter bei der Aufstellung des Fünf- Jahresplanes der Protection Civile mitarbeiten.

Öffentlichkeitsarbeit war mir ein weiteres persönliches Anliegen um das Ansehen der Protection Civile populärer zu machen. So war unser Zenter an den Vorbereitungsarbeiten der Expo Protection Civile im Jahre 1977 massgeblich beteiligt (über 500 Arbeitsstunden für die Gestaltung der Informationstafeln).

**D**ies alles setzte Erfahrung und Kompetenz und Sachkenntnis voraus. Diese Eigenschaften glaubte ich durch meinen Einsatz als aktives Mitglied des Echternacher Rettungszenters erworben zu haben. Bestrebt war ich immer, dass der Echternacher Zenter landesweit Modellcharakter hatte.

## 1<sup>RE</sup> JOURNÉE NATIONALE DE LA PROTECTION CIVILE IN ECHTERNACH AM 11.3.1973

**E**ine Hauptsorge war die Rekrutierung von neuen Sekuristen. Um Damen und Jugendliche am Ambulanzdienst zu interessieren, intervenierte ich bei der Zivilschutzdirektion und beim Innenministerium sowie bei Abgeordneten in dem Sinne, dass die alten Ambulanzfahrzeuge vom Typ Citroën 1961 durch moderne Rettungsfahrzeuge (ohne großen Führerschein) ersetzt werden sollten.



**N**icht nur der Fuhrpark sollte erneuert werden, aber auch die Grundeinstellung. Neues Blut in die Reihen der freiwilligen Zivilschutz Helfer. Aber die Armeeuniform (battle dress), wollen wir nicht tragen, wir machen unseren Ambulanzdienst in unserer zivilen Kleidung!!, so die Aussagen neuer Mitglieder.

Erneute Intervention zwecks Anschaffung von weißen Ambulanzkitteln. Neue Lehrgänge in 1. Hilfe, und dank der persönlich sehr engagierten PC Instruktoeren konnten seit 1973 über hunderte Diplome in 1. Hilfe überreicht werden und neue Mitglieder für die Dienstbereitschaft begeistert werden.

**D**ie erste Diplomüberreichung Anfang 1973 wollte ich gebührend ins Rampenlicht stellen und diese Feier nicht ohne Pomp vorübergehen lassen. So kam die Idee eine Journée nationale de la Protection Civile in Echternach zu organisieren.

In Anwesenheit von Exzellenzen, Minister, Deputierten, dem Stadtrat und vielen Ehrengästen mit Rang und Namen aller damaligen Hilfsorganisationen (Feuerwehr, Zivilschutz, Rotes Kreuz, Malteser,...) wurde diese erste Journée Nationale de la Protection Civile am 11. März 1973, bei herrlichem Wetter, im Abtelhofe, abgehalten.

**N**eben den traditionellen Ansprachen und ein Lob auf die freiwilligen Hilfsdienste wurden erstmalig die Schlüssel eines modernen Ambulanzfahrzeuges vom Typ Opel mit der Nr A 1822 feierlich an den Echternacher Zenter überreicht.

Die anschliessende Grossübung (Explosion im Internat) mit dem Einsatz aller verfügbaren Hilfskräfte und erstmalig unter der vereinten Leitung vom Zenterchef zusammen mit dem Feuerwehr Kommandanten, stieß auf regen Belfall aller Zuschauer.

Die anschließende Ausstellung der Rettungsfahrzeuge, des Rettungsmaterials und die Information über die Hilfsorganisationen zogen viele Besucher an.

Fazit dieser porte ouverte. Wir waren alle begeistert über das Gelingen dieser ersten grossen nationalen Manifestation in Echternach.

**D**ank dem Schichtbetrieb bei Monsanto konnte ohne Probleme eine 24 stündige Permanence im Ambulanz- und Rettungsdienst gewährleistet werden. Auch wurde im Jahre 1975 erstmalig eine Reserveambulanz in Echternach in Betrieb genommen. Die Diplomübergaben oder andere Feste des Zenters wurden immer gross gefeiert<sup>3</sup>. Bei den jährlichen Generalversammlungen wurde über die Aktivität des Zenters berichtet. Auf kantonalem Plan, aber auch über die Grenzen hinaus wurden Kontakte aufgenommen und gemeinsame Grossübungen geplant und durchgeführt.

## NEUE RETTUNGSFAHRZEUGE UND STILLER ALARM



Da das 36 jährige Armee-fahrzeug Truck A 1481 am 8. Juli 1978 einen Totalausfall hatte, und durch persönliche Intervention im Transportministerium, nicht mehr fahrtüchtig war, mussten während Monaten die Rettungseinsätze per Privatwagen oder mit den Feuerwehrgewagen ausgeführt werden. Keine einfache Aufgabe.

**O**bwohl Echternach vorgesehen war den ersten Range Rover zu bekommen, verzichtete ich als Kadereprecher auf dieses Geschenk und bevorzugte den Standort Redingen, angesichts der vielen Unfälle im Raume Martelingen. Keine leichte Entscheidung, wurde mir auch übelgenommen.

Erst am 28. September 1978 bekommt Echternach ein neues Rettungsfahrzeug vom Typ Range Rover, welcher heute noch Dienste leistet.

Von 1962 bis April 1980 wurde der Bereitschaftsdienst über Telefon abgewickelt. Als erster Zenter des Landes konnte Echternach am 26. April 1980 den stillen Alarm mit Piepsert einführen, eine wesentliche Erleichterung des Bereitschaftsdienstes. Funksprechgeräte wurden uns seitens der Gemeinde geschenkt. Diese technische Errungenschaften erleichterten wesentlich die Aufgabe des Zenterchefs aber auch die Bereitschaft vieler Freiwilligen auch weiterhin ihren Ambulanz- oder Rettungsdienst zu leisten, wissend, dass mit der Schliessung von Monsanto Ende 1979, viele Helfer ihren P.C. oder Feuerwehrdienst aufgaben.

## STAATSVISITEN

**G**erade Echternach, als historische und älteste Stadt des Landes, war öfters Etappenziel bei den Staatsvisiten von Königen, Staatpräsidenten oder sonstigen Staatsgästen. Bei all diesen Visiten musste eine Spezialpermanence verrichtet werden. Vom Staatsdinner konnten die Ambulancier nur träumen, sie mussten ihren Dienst machen und erst nach dem offiziellen Teil, konnten die leeren Schüssel begutachtet werden. Kammerdiener und Kollegen sorgten aber dafür, dass wir noch ein Dessert bekamen.

**D**ie Papstvisite im Mai 1985 in Echternach war der Höhepunkt unserer engen Zusammenarbeit mit dem Roten Kreuz und Ambulanzdienst in Bitburg. Neben dem offiziellen, auf höherer Ebene geplante Bereitschaftsdienst, teilte der Leiter der Rettungsstelle Bitburg mir mit, dass er ein Notarztteam mit Bus auf deutschem Ufer aufstellen würde, unentgeltlich und um uns zu helfen, im Falle wo?

Als Mitverantwortlicher für die Sicherheit und die 1. Hilfe Station in der Abtei, wusste ich diese persönliche Geste unserer deutschen Kollegen sehr zu schätzen, auch hatten wir seit 1973 doch jahrelange Erfahrung in Sache 1. Hilfe Station, da wir seither unentgeltlich und alljährlich bei der Springprozession Bereitschaftsdienst leisteten.

Erfahrung sammelten wir auch bei den sportlichen Manifestationen wie Marathon, Triathlon usw, wobei wir als Zenter die Leitstelle mit Funkausrüstung betreuten.

## EINFÜHRUNG EINES NOTARZTDIENSTES UND EINFÜHRUNG DES RETTUNGSGHELIKOPTERS<sup>4</sup>

Als Kadersprecher der freiwilligen Ambulanz- und Rettungshelfer der Protection Civile setzte ich mich vehement ein bei allen Beratungen und Vorbesprechungen, oft gegen den Willen der Direktion oder der teilnehmenden Ministerien, aber im Einvernehmen mit den Fachleuten für den Notarztendienst mittels Rettungshelikopter.

Persönlich zitierte ich immer das tragische Ereignis und die fehlgeschlagene

Rettung zweier Kleinkinder aus den Eismassen des Echternacher Sees. Auch konnte ich über die viele Einsätze unseres Zenters bei der Rettung aus den reissenden Fluten der Sauer berichten.<sup>5</sup> Bei Suchaktionen nach vermissten Kinder oder Touristen waren wir auch auf ausländische Hilfe angewiesen.<sup>6</sup>

Persönliche Genugtuung allerseits, als nach langem Zögern, endlich der Notdienst Air Rescue mit dem Gesetz vom 27. Februar 1986 legalisiert wurde.

## KATASTROPHENJAHRE UND DAUEREINSATZ

**U**ngewöhnlich heftig die Stürme welche Anfang 1990 über Europa fegten. Voralarm gegen 18 Uhr, erster Einsatz mit dem Range Rover und der Ambulanz abends gegen 21 Uhr, Bergung eines Verletzten, Unter Lebensgefahr - ich wurde von einer umstürzenden Tanne getroffen - verlief der Rettungseinsatz, Grossalarm für alle, Dauereinsatz aller verfügbaren Hilfskräften. Einrichtung einer Notunterkunft in der Schule in Scheidgen und Betreuung von 25 Autoinsassen, welche auf der E29 von den Stürmen überrascht wurden, Dank der Handfunksprechgeräte konnte ich mit allen anderen Einsatztruppen den Kontakt aufrecht halten. Die Unwetter nahmen an Heftigkeit zu, unsere Ambulanz mit allen Insassen und 3 Verletzten in grosser Gefahr (durch die umfallenden Bäume war sie auf der Strasse Müllerthal-Grundhof festgefahren). Mit allen verfügbaren Hilfskräften mussten wir mit den Motorsägen den Weg freischneiden, keine einfache Sache. Nach getaner schwerer Arbeit wollten wir uns aus der Gefahrenzone zurückziehen. Doch eine 20 köpfige Pfadfindergruppe hatte sich im Berdorfer Wald verirrt. Die Rettung dieser Jugendlichen war sehr schwierig und unter permanenter Angst selbst verletzt zu werden, konnten wir dieselben glücklich bis nach

Befort in die Jugendherberge geleiten. Todmüde nach diesen Dauereinsätzen, aber die Genugtuung geholfen zu haben.

**S**o auch bei den Dauereinsätzen bei den fünf!! Hochwasserkatastrophen seit 1993. Vorbereiten konnten wir uns nicht auf diese neue Aufgabe, aber helfen mussten wir schon. Sauerpegel 6,08 m, Jahrhundert Hochwasser. Die ganzen Sauergegenden waren überschwemmt und die Hälfte der Stadt Echternach. Einrichtung einer regionalen Notrufzentrale als Entlastung vom 012.

Hunderte Appelle, Koordinierung aller Rettungseinsätzen, Evakuierung, Betreuung und die Verpflegung von hunderten Einwohnern, eine nicht leichte Aufgabe, welche aber, dank dem unermüdlichen Einsatz aller Hilfskräfte zufriedenstellend gemeistert wurde. Dank der vorherigen mit allen Feuerwehren des Kantons grossangelegten Übungen, konnte die 60 stündige Koordinierung und der Dauereinsatz bewerkstelligt werden. Nur die persönliche physische Überforderung verspürte man noch wochenlang danach. Wie konnte man diese Strapazen nur aushalten? Um darüber nachzudenken blieb nicht viel Zeit, denn der nächste Rettungseinsatz wartete schon auf seine Helfer.

**Ü**ber viele ähnliche Episoden und Einsätze könnte noch berichtet werden. Nach 20 jährigem persönlichem Einsatz als Zenterchef und als nationaler Kadersprecher überliess ich, aus beruflichen und aus Zeitgründen, diese Verantwortung jüngeren Kollegen, ohne aber dem Ambulanz- und Rettungsbereitschaftsdienst untreu zu werden.

## 21. DEZEMBER 2001: 40 JAHRE FREIWILLIGER AMBULANZ- UND RETTUNGSDIENST DER ECHTERNACHER PROTECTION CIVILE

40 Jahre freiwilliger Ambulanzdienst, d.h. in Zahlen ausgedrückt :  
25.261 Ambulanzfahrten und Einsätze, davon  
17.500 Krankentransporte  
3.636 andere Unfälle und  
1.428 Verkehrsunfälle während diesen 40 Jahren.

**Ü**berraschend lobenswert die Tatsache, daß während dieser Zeit die Echternacher Ambulanzwagen 1.545.874 km unfallfrei zurücklegten (Aktivitätsjahr 2001 noch nicht miteinbegriffen).

Mehr als 1 Million Stunden auf freiwilliger Basis im Dienste der Kranken und Verletzten. Meinen Dank an alle, welche mitgeholfen haben dieses große Hilfswerk mitaufzubauen.

Helfen können - mit Kollegen und in Teamarbeit - wo immer man kann, ist eine edle Aufgabe, der man verschrieben ist und bleibt, solange die Gesundheit mitspielt.

**« Quels ont été dans votre vie les moments de vrai bonheur. Ne sont-ce pas ceux où vous vous êtes oubliés pour autrui? »  
Vinet**

Wir leben heute in einer anderen Zeit, 40 jährige Mitgliedschaft, eine lange Zeit, schöne persönliche Erinnerungen und die Genugtuung „Fir Dech a Fir Daï Land“ gedient zu haben.



1 Battle dress

2 Bei einem Unfall beim Predigtstuhl fuhr der Truck mit 10 Sauveteurs in den Einsatz, an der Kreuzung Knepper musste der Fahrer geistesgegenwärtig umlenken (die Bremsen versagten), streifte eine Tankstelle und liess den Rettungswagen - ohne Schaden - bis zum Marktplatz auslaufen. Das Rettungsmaterial musste in unsere Privatwagen umgeladen werden und so fuhren wir in den Einsatz um die eingeklemmten Personen in dem verunfallten PKW zu bergen. Unser aller Leben und anderer standen auf dem Spiel.

3 S.K.H. Prinz Charles, nahm öfters unsere Einladungen zu Diplomüberreichungen an, und wegen der sprichwörtlich gepflegten Eechternacher Geséelligkét, wurde auch manchmal das offizielle Protokoll vergessen.

4 Hilfe aus der Luft gab es schon 1961, dank der 25 "Heifer aus der Luft" und der aktiven Mitarbeit der luxemburgischen Sportflieger. Ein 4 sitziges Flugzeug vom Typ Cessna war mit einem "bloc ambulance" ausgestattet.

5 Die besten Beziehungen hatten wir zu unseren Froschmänner. Bei Grossübungen in der Sauer oder im Eechternacher See waren die Froschmänner mit ihren Chéfs immer gern gesehen. Dieselben beste Kontakte hatte unser Zenter mit den Kollegen des nationalen Interventionszentrums in Lintgen.

6 So leitete ich eine grossangelegte tagelange Suchaktion im Marscherwald, in enger Zusammenarbeit mit der Gendarmerie, der Armee und allen verfügbaren Hilfskräften des Kantons. Dank der guten Beziehung zur Gendarmerie bekamen wir Unterstützung eines Helikopters der französischen Armee. Ebenso bekamen wir, dank der Mithilfe der Gendarmerie, einen deutschen Helikopter zur Verfügung gestellt bei Suchaktionen in der Sauer nach vermissten Personen.

## **POLÉMIQUE CONCERNANT LA FORMATION DES SECOURISTES-AMBULANCIERS**

### **NOTE DE LA RÉDACTION :**

Suite aux textes parus au magazine « Rettungsdienst » qui ont jeté quelque peu une ombre sur la réputation de la protection civile et sur l'Année Internationale du Bénévolat, la direction de la protection civile tient à publier dans notre périodique l'article en question et les diverses réactions qu'il a suscitées. Les articles ont été reproduits tels quels et la direction n'est pas responsable pour le contenu desdits textes.



## RD im Großherzogtum Luxemburg: Rettungsdienstpersonal als Fahrer und „Bahrenträger“?

*In Luxemburg wird der Rettungsdienst, mit Ausnahme des Notarztdienstes und der Berufsfeuerwehr der Stadt Luxemburg, rein ehrenamtlich durchgeführt. Das Problem in der heutigen Zeit, genug ehrenamtliche Mitarbeiter zu finden, ist in Luxemburg Ursache dafür, dass das Hauptaugenmerk auf die Quantität der Mitarbeiter und nicht auf die Qualität der Ausbildung gelegt wird. Viele Ambulanciers (Sanitäter) sind mit der selbstständigen Behandlung akuter Notfälle überfordert und müssen so den Notarzt auch bei nicht lebensbedrohlichen Notfällen nachfordern.*

### Organisation des Rettungsdienstes

Mit Ausnahme der Stadt Luxemburg, in welcher die Berufsfeuerwehr hauptsächlich den Rettungsdienst durchführt, ist der Zivilschutz („Protection Civile“) für den landesweiten Rettungsdienst zuständig. Das Großherzogtum Luxemburg ist in 25 Einsatzgebiete mit jeweils einer Rettungswache unterteilt.

Der Zivilschutz ist eine staatliche Organisation, die dem Innenministerium untersteht. Zudem ist die Berufsfeuerwehr hauptsächlich den Rettungsdienst durchführt, ist der Zivilschutz („Protection Civile“) für den landesweiten Rettungsdienst zuständig. Das Großherzogtum Luxemburg ist in 25 Einsatzgebiete mit jeweils einer Rettungswache unterteilt.



**Luxemburg:**  
Einwohner: ca. 45.000  
Fläche: 2.586 km<sup>2</sup>  
Ausdehnung: 82 x 54 km

Abb. 1: Großherzogtum Luxemburg mit RD-Struktur

### Mitarbeiter- und Einsatzzahlen 2000

<b>Zivilschutz</b>	
Mitglieder:	2.200
Rettungswachen:	25
RTW:	47 (+ 3 Reserve)
Rettungsdiensteinsätze:	26.924
Sauvetageeinsätze:	6.696
SAMU:	3 (+ 2 Reserve)
Notarzt-Einsätze:	4.296

<b>Notruf:</b>	
Gesamtanzahl der Anrufe:	430.605

<b>Berufsfeuerwehr</b>	
Mitarbeiter:	135
Feuerwachen:	1
Rettungsdiensteinsätze:	13.632
Sauvetageeinsätze:	1.978

<b>Freiwillige Feuerwehren</b>	
Mitglieder:	9.900
Feuerwachen:	239

relativ lange Austrückzeiten, die man durch eine hohe Rettungswachendichte zu kompensieren versucht.

Alle Rettungswachen des Zivilschutzes sind mit Mehrzweckfahrzeugen ausgerüstet. Außer den RTWs ist in 23 Rettungswachen jeweils auch ein Vorauslistwagen stationiert, welcher den Sauvetagedienst (Bergungsdienst) gewährleistet. Die freiwilligen Feuerwehren haben ihr Hauptbetätigungsfeld in der Brandbekämpfung und werden ebenfalls über die integrierte Leitstelle disponiert.

### Organisation des Notarztdienstes

Das Großherzogliche Gesetz vom 27. Februar 1986 regelt die ärztliche Versorgung der Notfälle und den Bereitschaftsdienst der Krankenhäuser. Eine Kooperation von Zivilschutz und Gesundheitsministerium führte mit Sicht auf 1. Juli 1989 zur Einführung des flächendeckenden Notarztsystems SAMU (Service d'Aide Médicale Urgente; auf Deutsch: Dienst der Dringenden Medizinischen Hilfe).

**Autoren:**  
cand. med.  
Luc Anheit  
Rettungsassistent,  
18 up Lenkeschld,  
L-3508  
Dudelange,  
E-Mail: luc\_anheit@gmx.net  
Georges Gieres  
Chef de centre  
adjoint de la  
Protection Civile,  
37 rue de  
Bettembourg,  
L-3320 Berchem,  
E-Mail: georges\_gieres@ept.lu



Bereits Anfang der 80er Jahre gab es erste Feldversuche eines Notarztdienstes seitens der BF Luxemburg und einiger hauptstädtischer Krankenhäuser. An den drei Notarztstandorten Esch-sur-Alzette (Hôpital de la Ville), Eitelbrück (Clinique St. Louis) und Luxemburg (Bereitschaftskrankenhaus) wird rund um die Uhr jeweils ein NEF mit überdurchschnittlicher medizinisch-technischer Ausstattung vorgehalten. Die Besetzung des NEF wird vom Standortkrankenhaus gestellt und besteht aus einem Narkosepfleger als Fahrer und einem Facharzt für Anästhesie als Notarzt.



Abb. 2: RTW der BF (NAW-Ausstattung)

Eine Ausnahme stellt der Notarztstandort Luxemburg dar, wo als weiteres Besatzungsmitglied ein Fahrer der BF zur Verfügung steht. Laut Gesetz dürfen als Notärzte ausschließlich Fachärzte für Anästhesie eingesetzt werden. Ein Fachkundenachweis Rettungsdienst oder eine Zusatzbezeichnung Notfallmedizin nach deutschem Vorbild werden nicht gefordert. Im Großschadenfall übernimmt der leitende Arzt des jeweiligen Standortes die medizinische Koordination. Eine LNA-Gruppe mit Bereitschaftsdienst existiert nicht. Die Notarztalarmierung erfolgt anhand eines einheitlichen Indikatorkataloges.

Beträgt die Distanz zum Notfallort mehr als 15 km, entscheidet der Notarzt, ob er sich mittels Boden- oder Luftrettungsmittel zum Patienten begeben will. Entscheidet er sich für Letzteres, kann er auf einen der beiden RTHs der Luxembourg Air Rescue a.s.b.l. (LAR) zurückgreifen. Die LAR ist eine 1988 gegründete gemeinnützige Vereinigung mit der Zielsetzung einer Verbesserung der präklinischen Notfallmedizin durch den Einsatz von Luftrettungsmitteln.

Von Sonnenauf- bis Sonnenuntergang wird an den Notarztstandorten Luxemburg und Eitelbrück je ein RTH vom Typ MD 900 Explorer bereitgehalten. Die Besetzung des RTH besteht – zusätzlich zum Notarzt-Team – aus einem Piloten sowie einem Flight Attendant (Flugbegleiter) der LAR. Jeder Punkt des Landes kann in maximal acht Minuten erreicht werden. Die LAR übernimmt ebenfalls Sekundärflüge in Zentren der Schwerpunkt- und Maximalversorgung (Unfallchirurgie, Verbrennungsmedizin) im benachbarten Aus-

land. Diese Flüge können bei Bedarf auch Nachts unter Zuhilfenahme eines zweiten Piloten und moderner Restlichtverstärker erfolgen.

### Problem der Ehrenamtlichkeit

Auch wenn der Bevölkerung immer vielfältigere Freizeitgestaltungsmöglichkeiten zur Verfügung stehen, hat die Gesamtzahl der ehrenamtlichen Mitarbeiter im Rettungsdienst (noch) nicht stark abgenommen. Was jedoch stark abgenommen hat, ist die Verfügbarkeit eben jener Mitarbeiter. Dies führt schon jetzt dazu, dass in vielen Rettungswachen nur ein RTW besetzt ist. Einige Rettungswachen können tagsüber den Rettungsdienst nicht mehr gewährleisten. Da immer weniger Leute im Wechseldienst arbeiten und auch tendenziell weniger Hausfrauen zur Verfügung stehen, verringert sich ständig die Anzahl der Mitarbeiter, die während der Tageszeit verfügbar sind. Durch den Umstand, dass viele Luxemburger Studenten/Universitäten im Ausland besuchen, gehen auch in dieser wichtigen Altersgruppe Mitglieder verloren.

Der Personalmangel veranlasst die Führungsebene des Zivilschutzes dazu, keine hohen Anforderungen an die Ausbildung zu stellen, da sie fürchten, dadurch Mitglieder zu verlieren. Es wird mehr Wert auf die Quantität als auf die Qualität der Mitarbeiter gelegt. Konkrete Aussagen über die Qualität des Rettungsdienstes sind auch nicht möglich, da – um die ehrenamtlichen Helfer nicht zu kontrollieren – auch keine medizinische Einsatzdokumentation vorgesehen ist.

Eine striktere Trennung von Notfallrettung, Krankentransport und Durchführung von nicht zeitkritischen Transporten durch kommerzielle Unternehmen würde die Einsatzzahlen stark senken und somit die Mitarbeiter motivieren, bei weniger Einsätzen längere Bereitschaftszeiten zu akzeptieren.



Abb. 3: RTW des Zivilschutzes

Bei einem Rettungsdienst, der ausschließlich auf ehrenamtliche Mitarbeiter aufgebaut ist, spielt die Motivation die größte Rolle. Um die Mitarbeiter möglichst stark zu motivieren, muss neben akzeptablen Einsatzzahlen das Einsatzmaterial stimmen und der Mitarbeiter durch eine der Zeit angepasste Ausbildung gefordert werden.



## Die Ausbildung

Um mit der Ausbildung zum Ambulancier beginnen zu können, muss der Anwärter 16 Jahre alt sein sowie einen Erste-Hilfe-Kurs (28 Stunden) abgeschlossen haben. Innerhalb von zwei Jahren besucht der Auszubildende dann 28 Fortbildungsveranstaltungen (56 Stunden) in den jeweiligen Rettungswachen und nimmt an einem Einführungswochenende (16 Stunden) an der Nationalen Schule des Zivilschutzes teil. Jedes Jahr steht dann noch ein Weiterbildungswochenende (12 Stunden) auf dem Programm. Schon kurz nach dem Beginn der Ausbildung kommt der Praktikant auf dem RTW in den Einsatz. Nach der zweijährigen Praktikumszeit und 96 Stunden Ausbildung steht ein Abschlussexamen an. Nach erfolgreicher Prüfung erhält der Auszubildende dann ein staatliches Diplom und darf sich fortan „Ambulancier diplômé“ nennen.

Mit der abgeschlossenen Ausbildung beginnt dann die Phase der Fortbildung, in welcher der Ambulancier jedes Jahr ein Wochenende in der Zivilschutzschule sowie 14 Fortbildungsveranstaltungen in der Rettungswache belegen muss. Nach erfolgter Ausbildung nimmt das Mitglied dann als vollwertiger Ambulancier am Rettungsdienst teil.

Die Rettungsdienstmitarbeiter der Berufsfeuerwehr erhalten intern eine erweiterte Ausbildung. Einzelne Berufsfeuerwehreinheiten durchlaufen danach in Trier die Rettungsassistenten-Ausbildung.

Weder die ehrenamtlichen Mitglieder noch die Rettungsdienstmitarbeiter der Berufsfeuerwehr haben erweiterte Kompetenzen, dürfen also nur Verbände anlegen, Blutdruck messen, Sauerstoff verabreichen usw.

## Problem Ausbildung

Das Hauptproblem der Ausbildung besteht darin, dass es sich immer nur um Fortbildungen handelt. Da alle Rettungsdienstmitarbeiter an den Fortbildungsveranstaltungen teilnehmen sollen, ist es immer problematisch, die Themen nicht zu schwer verständlich für die Auszubildenden und gleichzeitig interessant für die „alten Hasen“ zu gestalten. Dieses Dilemma ist jedoch bei einer gemeinsamen Fortbildung nicht zu lösen und bringt Frust auf beiden Seiten. Das Resultat ist, dass immer mehr Mitarbeiter nicht zu den Fortbildungsveranstaltungen erscheinen. Da aber die RTWs besetzt werden müssen, wird hierüber großzügig hinweggesehen und auch Mitarbeiter, welche längere Zeit nicht an den (auf dem Papier!) obligatorischen Fortbildungen teilnehmen, dürfen trotzdem am Rettungsdienst teilnehmen.

Ein weiteres Problem besteht darin, dass im Gesetzestext von einer zweijährigen Praktikumszeit die Rede ist. Es wird jedoch weder eine Anzahl von Bereitschaftsstunden noch von Einsätzen festgelegt. Auch gibt es keine Praxisanleiter Rettungsdienst, die die neuen Mitarbeiter in die Rettungsdienstarbeit einführen. Es ist also dem Zufall überlassen, ob der Praktikant als Kofferträger und Zuschauer seine Einsätze verbringt oder aber an der Seite eines erfahrenen

und motivierten Ambulancier die Kunstgriffe dieses Berufes erlernt. Auch ein Klinikpraktikum, das es ihm erlauben würde, einzelne Handgriffe unter Anleitung an Patienten zu üben, ist nicht vorgesehen.



Abb. 4: SAMU Esch-sur-Alzette (NEF)

## Neue Wege

Angesichts der als unbefriedigend empfundenen Ausbildungssituation des ehrenamtlichen Rettungsdienstpersonals mit insuffizienter Basisausbildung und mit einer unter dieser Insuffizienz leidenden Fortbildung fordern die Autoren eine adäquate Basisausbildung mit anschließender Stufenausbildung in Modulform. Die einzelnen Zusatzmodule können nacheinander abgelegt werden, werden jedoch jeweils in einem Abschlusstest bewertet.

## Grundausbildung Ambulancier (80 Stunden Theorie):

- *physische und psychische Eignung (bisher keine ärztliche Untersuchung erforderlich)*
- *abgeschlossener Erste-Hilfe-Kurs (höchstens 2 Jahre zurückliegend)*
- *80 Stunden theoretische Ausbildung (5 Wochenenden resp. 2 Wochen)*
- *zeitgleich erste Einsatzerfahrung in Begleitung des Praxisanleiters*
- *nach 2 Jahren ein Examen (schriftlich, mündlich, praktisch wie bisher) zum Ambulancier, dieses Examen kann bei Nichtbestehen wiederholt werden; bei erneutem Versagen muss das Mitglied den Rettungsdienst verlassen (Qualität anstatt Quantität)*



Abb. 5: Christoph Luxemburg 1

## Zusatzmodul Defibrillation (15 Stunden analog zur Unterweisung des RD-Personals in Österreich):

- *gleich nach dem Examen zum Ambulancier Weiterbildung zum Gebrauch des halbautomatischen Defibrillators (jährliche Rezertifizierung)*



Abb. 6

## Weitere Informationen zum Rettungsdienst in Luxemburg:

1. Maass J (1995) Rettungsdienst in Luxemburg. In: Rettungsdienst 7:55-59
2. Gieres G (1999) Das Luxemburger Modell beim MANV. In: SEG 1:36-39
3. Gieres G (1999) Das Luxemburger Modell beim MANV. In: SEG 3:22-24

## Ausbildung zum Ambulancier-Avancé:

- *nach dem Examen zum Ambulancier besteht die Möglichkeit (keine Verpflichtung), sich in Weiterbildungskursen spezielle Kenntnisse anzueignen (Grundlagen der Pharmakologie, EKG, Geriatrie, Arztassistenz, Einsatzleitung – ein Orgleiter-System existiert bis dato nicht)*
- *nach einer Prüfung werden dann Erfahrungen auf einem Notarztrettungsmittel (mongels Ausbildungsplätzen auch im Ausland) gesammelt*
- *nach einer festgelegten Anzahl von Notarzteinsätzen und einem Abschlussgespräch erhält man als Ambulancier-Avancé dann das Recht, an der Ausbildung zum Ambulancier-Spezialisé teilzunehmen sowie Blutdruckmessungen durchzuführen, Nitrate zu verabreichen und nach der Teilnahme an einem Zusatzmodul „Praxisanleiter-Rettungsdienst“, die jüngeren Kollegen in die Rettungsdienst-Praxis einzuweisen*

## Ausbildung zum Ambulancier-Spezialisé:

- *weitere Module, um die theoretischen Kenntnisse zu vertiefen (erweiterte EKG-Diagnostik, spezielle Pharmakologie, spezielle Notfallmedizin, ...)*
- *weitere Module, um praktische Fähigkeiten zu erlangen (selbstständiges Legen eines venösen*

Zugangs, Intubation mittels Larynx-Tubus, Assistenz bei Airwaymanagement/Schrittmacher/Thoraxdrainage, ...)

- *intensives praktisches Training in Form von Mega-Code, PHTLS, Pädi-Code, ...*
- *nach der Prüfung muss ein Klinikpraktikum absolviert werden*
- *nach dem Abschlussgespräch erhält der Ambulancier-Spezialisé das Recht, die erlernten Maßnahmen (venöser Zugang, Intubation mittels Larynx-Tubus, Gabe ausweglicher Medikamente) in Regelkompetenz anzuwenden.*

**Fortbildung** → Um das erlangte Diplom und dessen Kompetenzen zu behalten, ist in regelmäßigem Abstand ein Test (Theorie und Praxis) zu bestehen. Ein nicht bestandener Test oder eine nicht erlangte Mindestanzahl von Fortbildungsstunden führt zur Rückstufung sowie zum Verlust der erlangten Kompetenzen.

**Ausbildungsformen** → Alle Ausbildungen und Fortbildungen müssen als Wochen-, Wochenend- sowie als Abendkurse angeboten werden. Für alle Ausbildungen muss der Staat Sonderurlaub gewähren und alle entstehenden Kosten übernehmen.

Dieser Sonderurlaub, der durch das Gesetz vom 25. April 1994 eingeführt wurde und bei dem der Staat dem Arbeitgeber das Gehalt des ehrenamtlichen Mitarbeiters ersetzt, ist zurzeit auf ein Maximum von sechs Tagen pro Jahr sowie 42 Tagen insgesamt begrenzt. Um der erweiterten Ausbildung gerecht zu werden, müssen auch diese Höchstgrenzen angepasst werden.

## Schlussfolgerung

Um den Anschluss an das europäische Niveau nicht ganz zu verlieren und als moralisch-ethische Verpflichtung dem Notfallpatienten gegenüber ist es höchste Zeit, sich vom System des einheitlichen Ambulancier ohne erweiterte Kompetenzen abzuwenden. Die gesamte Luxemburger Ambulancier-Ausbildung muss überarbeitet werden. Durch das Schaffen von gestaffelten Diplomen soll der Rettungsdienst Mitarbeiter aller Ausbildungsstufen anziehen. Gleichzeitig muss an der Legalisierung von erweiterten Kompetenzen gearbeitet werden. Die Frühdefibrillation durch den Ambulancier muss sofort, noch in das bestehende Ausbildungsprogramm, eingeführt werden, um ihm eine weitere Möglichkeit im Kampf gegen den plötzlichen Herztod zu geben.

Jede zukünftige neue Form von Ausbildung und erweiterten Kompetenzen ist besser, als am aktuellen Luxemburger System festzuhalten. Um eventuellen Problemen vorzubeugen, muss eine ständige ärztliche Kontrolle anhand einer qualitativ hochwertigen Einsatzdokumentation eingeführt werden. Ein weiterer positiver Aspekt der verbesserten Ausbildung wird der sein, dass ein RTW-Team nicht mehr wie bisher aus drei, sondern nunmehr aus zwei Personen bestehen muss. Es gibt noch viel zu tun. Packen wir's an!

Dr Jean BILDORFF  
Dr Marcel JAMINET  
Dr Jean UHRIG

19.07.01

## RETTUNGSDIENST IM GROSSHERZOGTUM LUXEMBURG: STELLUNGNAHME DER LEITENDEN NOTARZTE

In der deutschen Zeitschrift "RETTUNGSDIENST" (7-2001) haben die Herren Luc ANISET (Medizinstudent) und Georges GIERES (Chef de centre Adjoint), beide dipl. Ambulanciers der Protection Civile, eine Reportage mit dem Untertitel "Rettungsdienstpersonal als Fahrer und Bahrenträger?" veröffentlicht.

Nach einer durchaus korrekten Beschreibung unserer Rettungsdienste (Leitstelle 112, 25 Rettungswachen, 3 Notarztzentren, Einbeziehung der Berufsfeuerwehr, der freiwilligen Feuerwehren, der Luxembourg Air Rescue) weisen die Autoren einerseits auf angebliche Misstände hin, andererseits führen sie Verbesserungsvorschläge an. Der Artikel hat zu verständlichen Reaktionen in der Presse sowie zu einer parlamentarischen Anfrage geführt. Als verantwortliche Notärzte sehen wir uns zu folgender Stellungnahme gezwungen:

Abgesehen von einem grundlosen Schlag ins Gesicht der freiwilligen Helfer der Protection Civile gibt der Artikel im Ausland ein falsches, geradezu lächerliches Bild des luxemburgischen Rettungswesens.

### **Zu den Misständen:**

Seit der Einführung 1989 sind die drei Notarztzentren etwa 50 000 Einsätze gefahren resp. geflogen. Ueber mangelnde Qualität der Ambulanciers der Protection Civile können wir uns nicht beklagen; schon eher kann und sollte man ihren freiwilligen Einsatz in unserer hochbezahlten Fun-Society entsprechend würdigen.

Wenigstens Herr Aniset als Medizinstudent (wenn auch erst am Anfang seiner Ausbildung) müsste wissen, dass eine Publikation nicht in einer einfachen Behauptung (mangelnde Qualität), sondern in deren Untermauerung mit Beispielen (wenigstens), statistischem Material (besser) sowie einer wissenschaftlichen Aufarbeitung besteht. Nichts von alledem auf 4 Seiten!

Herr Aniset, Sie klagen in Deutschland über fehlenden Professionalismus im Rettungswesen in Luxemburg? Für die einfachen Krankentransporte sind die Ambulanciers überqualifiziert; für echte Notfälle wird der Notarzt entweder schon im Vorab von der Leitstelle oder aber im Nachhinein von den Ambulanciers entsendet. Wie Sie selbst schreiben sind die Notärzte hierzulande Fachärzte für Anästhesiologie und Intensivmedizin mit langjähriger Berufserfahrung; im Gegensatz zum Ausland hier werden junge Aerzte aller Fachrichtungen, grösstenteils in der Ausbildung eingesetzt, wenn überhaupt. Deswegen wird auch die Zusatzbezeichnung Notfallmedizin gefordert. Im Ernst, Herr Aniset: wollen Sie, dass wir unseren Beruf in einem Wochenendkurs erlernen?

Sie beklagen auch, dass durch die "mangelnde Qualifikation" der Ambulanciers die Notärzte immer wieder grundlos eingesetzt werden. Ja doch! Auch im Ausland! Aber bedingt durch die medizinische Unkenntnis der Anrufer beim 112 – und wir sehen kaum eine Möglichkeit, diesen Misstand zu beheben. Ausserdem: Kommt der Notarzttruf von einem Krankenwagen, ziehen wir den Ambulancier, der dreimal zu viel ruft, demjenigen vor, der es einmal zu wenig tut. Wir wetten darauf: der Patient ebenso!

### **Zu den Verbesserungsvorschlägen:**

Wenn die Herren Aniset und Gieres die "Misstände" schon nicht genau definieren, warten sie aber mit erstaunlichen Verbesserungsvorschlägen auf.

Die vorgeschlagene Zusatzausbildung zum Ambulancier-Défibrillateur könnten wir ja noch hinnehmen. Die neuen sogenannten halbautomatischen Defibrillatoren erkennen durch ihre ausgeklügelte Software ein Kammerflimmern selbständig und können sogar von Laien betrieben werden. Warten wir Grossversuche (z.B. in England mit 3000 Geräten an öffentlichen Plätzen oder bei Flugesellschaften) ab.

Was aber dann kommt, weckt Bedenken:

#### 1. Grundausbildung zum Ambulancier.

Ziel: Basismassnahmen. Herr Aniset und Herr Gieres verlangen 80 Stunden Ausbildung und ein zweijähriges Praktikum.

Zur Zeit : Minimum 120 Stunden, zweijähriges Praktikum, Abschlussexamen.

Wo liegt denn hier die Verbesserung?

#### 2. Zusatzausbildung zum "Ambulancier-Avancé":

Ziel: Assistenz des Notarztes. Aber, Herr Aniset, uns stehen zur Assistenz Fachkrankenpfleger(innen) mit einer zweijährigen Zusatzausbildung in Anästhesie und Intensivmedizin und täglicher Klinik erfahrung zur Seite. Sie fordern doch Professionalität, oder nicht?

### 3. Zusatzausbildung zum "Ambulancier-Spécialisé".

Ziel: Selbstständige Versorgung komplexer Pathologien durch Massnahmen der Regelkompetenz. Wir lesen erstaunt weiter: "Nach dem Abschlussgespräch erhält der Ambulancier-Spécialisé das Recht, die erlernten Massnahmen (venöser Zugang, Intubation mittels Larynx-Tubus, Gabe ausgewählter Medikamente) in Regelkompetenz anzuwenden".

Nicht der Arzt wird also im Rettungsdienst nach dem Vorschlag der Autoren komplexe Krankheitsbilder behandeln, sondern der Ambulancier mit Zusatzausbildung. Nächste Stufe dürfte dann die Ausbildung von Aerzten durch die Ambulanciers sein.

Wenn die Autoren schreiben "Jede zukünftige neue Form von Ausbildung und erweiterten Kompetenzen ist besser, als am aktuellen Luxemburger System festzuhalten" können wir uns nur öffentlich von den im oben erwähnten Artikel geäusserten Meinungen distanzieren.

Die ehrenamtlich tätigen Ambulanciers der Protection Civile, deren Unverständnis vor der Darstellung des Luxemburger Rettungswesens im Ausland wir teilen, bitten wir, die zur Zeit bestehende exzellente Kooperation weiterzuführen und zu erweitern.

Für eine Gegendarstellung in der Zeitschrift "Rettungsdienst" werden wir Sorge tragen.

Unterschrieben:

Dr Jean UHRIG (Médecin-Coordinateur SAMU-Sud)  
Dr Jean BISSDORFF (Médecin-Coordinateur SAMU-Centre)  
Dr Marcel JAMINET (Médecin-Coordinateur SAMU-Nord)

M Léon ANEN  
Directeur de la Protection Civile  
1, rue Stümper  
L-2557 Luxembourg

Concerné : article « Rettungsdienstpersonal als Fahrer und Bahrenträger »

Monsieur le Directeur,

Sans vouloir envenimer la polémique bien pénible soulevée par l'article publié dans le périodique de secourisme allemand « Rettungsdienst » et les commentaires parus dans la presse écrite nationale, les soussignés se permettent et se doivent de prendre position en la matière.

Nous devons malheureusement constater que cet article, au lieu de favoriser une discussion large en vue de maintenir, voire d'augmenter, si de besoin était, le niveau de qualité des services rendus, a profondément terni l'image de marque du service national de la protection civile, de ses volontaires et autres intervenants, soucieux de garantir à toute personne se trouvant sur le territoire national ou hors de nos frontières, un accès total, équitable et performant aux soins médicaux urgents.

Cet affront est-il à mettre sur le compte du manque de discernement et de l'esprit révolutionnaire de la jeunesse fougueuse, sur le compte de l'inconscience ou simplement sur le compte de la frustration des auteurs ? Une chose est certaine on ne peut comparer des systèmes qui ne sont pas comparables tant du point de vue philosophique, structurel, fonctionnel que légal.

En effet, l'État luxembourgeois a réussi, fait unique qui provoque l'admiration et l'envie de bon nombre de pays, à mettre en place via des lois, règlements et conventions, une structure dynamique, efficace et performante. Ce système basé essentiellement sur la solidarité et le bénévolat a au cours des dernières dizaines d'années prouvé son efficacité et ce à la pleine satisfaction des utilisateurs.

Quel pays peut se prévaloir d'une densité aussi élevée de structures de secours proches et accessibles au public ?

Quel pays peut avec fierté déclarer pouvoir amener dans des délais très courts le service des urgences de l'hôpital de garde auprès de l'urgence ?

Quel pays n'est pas confronté aux problèmes dus à la présence de structures d'aide médicale urgente privées et concurrentielles, provoquant des retards et des conflits dans la délivrance des soins aux patients ?

A toutes ces réponses et à d'autres du même genre on doit répondre par : le Grand-Duché de Luxembourg.

Pourquoi cette efficacité ?

Parce que le Luxembourg peut compter sur la présence d'une large base de soutien que représentent les ambulanciers et secouristes volontaires et/ou professionnels du service public.

Parce que le Luxembourg dispense une formation excellente plus qu'adaptée aux besoins et missions des ambulanciers et secouristes qui consistent notamment en la protection, le soutien, la prise en charge, le transport du malade et, si nécessaire, le conditionnement de l'urgence avec maintien et contrôle des paramètres vitaux jusqu'à l'arrivée des équipes d'aide médicale urgente, dont les professionnels sont seuls habilités de par la loi à entreprendre, dans le cadre de leurs attributions, des thérapies plus agressives touchant à l'intégrité physique de l'urgence.

Parce que la formation, tant en ce qui concerne l'approche pédagogique qu'en ce qui concerne le contenu scientifique et le volet technique, fait l'objet d'une remise en cause continue de la part des instructeurs et des conseillers techniques et ce en vue de maintenir et de garantir le haut niveau de qualité des actes exécutés et des soins fournis.

Parce que les instructeurs et autres intervenants en matière de formation, ainsi que les volontaires, maintiennent à jour leurs connaissances par une formation continue soutenue obligatoire.

Parce que le Luxembourg s'est donné les moyens de mettre en place un service d'aide médicale urgente pouvant à tout moment, chaque jour de l'année, intervenir au moyen de trois équipes professionnelles aguerries aux techniques de réanimation et de prise en charge des urgences.

Parce que le Luxembourg a un service unique et cohérent basé sur la confiance, le respect, le dialogue, la compréhension et la solidarité.

Monsieur le Directeur, nous déplorons cet article et les prises de position de ses auteurs qui nous ont choqué et ont ébranlé la confiance de tous les intervenants et du public dans le modèle luxembourgeois, néanmoins nous nous permettons de vous exprimer notre soutien et de vous enjoindre à défendre ce modèle au service du public et non au service d'intérêts personnels.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de nos sentiments distingués.

Pour les conseillers-techniques

Les instructeurs en chef et instructeurs en chef adjoints

  
Dr Gerard SCHARLL

  
M. Horper Norbert M. Bauler Frank

  
Mme Oth Christiane

Copie de la présente est transmise à :

M Michel WOLTER  
Ministre de l'Intérieur  
19, rue Beaumont  
L-1219 Luxembourg



Centre de Secours  
HOSINGEN

Hosingen, le 23 juillet 2001

Monsieur le Ministre de l'Intérieur,  
Monsieur le Directeur de la Protection Civile,

Monsieur,

Dans un article publié dans la presse spécialisée allemande, ainsi que dans un article du Tageblatt du 12 juillet courant, la formation et la compétence des secouristes-ambulanciers est mise en cause.

Or, jour pour jour les membres volontaires de notre centre de secours se mettent à la disposition de la population du Grand-Duché pour porter secours en cas de besoin. Un nombre de lois et règlement prescrit clairement les compétences des secouristes-ambulanciers. Pour suffire à ces prérogatives, les volontaires de la Protection Civile suivent une formation de base et une formation continue pendant toute leur appartenance au Service National de la Protection Civile.

Dans cette formation, les connaissances des ambulanciers sont poussées jusqu'aux limites des possibilités que la législation leur offre. Lorsque les capacités d'un médecin sont nécessaires, l'intervention du SAMU s'impose, et les médecins de ce service prennent les mesures médicales nécessaires.

Le fait de comparer la formation des secouristes-ambulanciers du Grand-Duché avec celle du personnel professionnel allemand n'est certainement pas juste. La comparaison ne

peut tout simplement pas ce faire, comme les points de départ sont totalement différents. Les allemands sont les professionnels, nous sommes des volontaires qui sortent tous d'un travail à plein temps. Les lois allemandes sont complètement différentes de celles de notre pays.

Nous sommes de l'avis que les secouristes-ambulanciers et les autres membres de la Protection Civile font leur travail d'une manière motivée et avec une formation qui suffit aux besoins d'un service de secours comme celui du Luxembourg. Certes, une formation n'est jamais parfaite, et celle du Luxembourg non plus, des changements et des mises à jour s'imposent tous le temps, mais ces mesures doivent être prises dans le respect des législations, des besoins du service et des possibilités et motivations des volontaires.

Un article dans la presse comme les publications en question ne font que créer une atmosphère d'inconfiance dans les rangs des volontaires, ils reflètent un image négatif du volontariat et du dévouement des membres des services de secours, ceci spécialement dans l'année internationale du volontariat.

A notre avis, une prise de position de votre part, qui supporte les volontaires, s'impose et nous vous demandons de faire de sorte que nos membres ne soient pas démotivés et que leur travail trouve le respect qu'il mérite.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de notre plus grand respect

Marc PORTZEN  
Chef de centre

Monique EICHER  
Chef de centre adj.

Eugène SCHEUER  
Chef de centre adj.

Ben WAGNER  
Chef de centre adj.

## Noch einmal Rettungsdienst in Luxemburg.

Rettungsdienst vor 1961: Höfliches Schweigen!

1961: [authentisch] Frontalkollision zwischen zwei Autos auf der Strecke von X nach Y. In dem einen Wagen 2 polytraumatisierte Personen eingeklemmt, im anderen Wagen der Fahrer gefangen hatte, ebenfalls 2 Schwerverletzte, die das Fahrzeug aber unter Mithilfe von herbeigekommenen Personen rechtzeitig verlassen konnten. Nach fast einer Stunde traf schnaufend ein kleiner blauweiß gestrichener Lieferwagen ein. Es war eine Ambulanz, die diese Bezeichnung aber kaum verdiente, denn die einzigen vorhandenen Requisiten waren ein kleines Blaulicht und eine Hupe, die tierähnliche Laute von sich gab. Der [alleinige] Insasse, tatsächlich gleichzeitig Fahrer und Bahrenträger, dessen einzige Ausbildung sich seinerzeit [meistens] darauf beschränkte, daß er einen Führerschein zum Steuern des Lieferwagens hatte, schaute sich die Lage an. Dann baute er, unter Mithilfe von Passanten, ein Gestell zusammen auf dem er in dem blauweißen Wagen 3 zusätzliche Klapp-Bahren abstellen konnte. Die 4 (!) Verletzten wurden nach einer weiteren Stunde, nachdem sie durch Zuschauer und Passanten mühselig unter Anwendung von ungeeigneten, improvisierten Hilfsmitteln aus dem Auto gezerrt worden waren, "telque" auf die Klapp-Bahren und anschließend in die "Ambulanz" befördert. Der Fahrer und Bahrenträger schwang sich hinter das Lenkrad, und stolperte in die nächst beste Klinik. Die Verletzten waren sich selbst überlassen, doch wurde es nie langweilig denn sie lagen zu zweit über- bzw. nebeneinander. Zwar gab es in dem blauen Wagen keine Heizung, dafür aber eine 5-Watt-Birne zur Beleuchtung und einen Klingelknopf mit dem die Verletzten sich beim Fahrer melden bzw. verabschieden konnten wenn die Kräfte sie verließen. Am Krankenhaus angekommen mußte der Fahrer erneut Passanten anhalten die ihm halfen die Bahren auszuladen und mühselig einzeln die Treppen hoch zu tragen.

Jahr 2001 [simuliert] der gleiche Unfall wie 1961: Nach ca 10 Minuten treffen, über Funkempfänger alarmiert, fast gleichzeitig drei höchstmoderne Ambulanzen mit je zwei oder drei gut ausgebildeten Sekuristen, ein nach den neuesten medizinischen Erkenntnissen ausgerüsteter SAMU-Wagen mit Notarzt und Assistenten, eine Feuerwehr- und Sauvetage-Einheit mit ultramodernem Rüstwagen und Tanklöschfahrzeug ein. Ein zweites Notarzt-Team, über Funk angefordert, wird kurz danach mit dem Helikopter eingeflogen. Die Sauvetagegruppe betreibt mit elektro-hydraulischen Schneid- Spreiz- und Stemmgewerken zügig die Einklemmten, welche inzwischen schon von den Sekuristen bzw. vom Notarzt psychisch betreut und erstversorgt wurden. Die Verletzten werden unter Anwendung von speziell entwickeltem Gerät [Stifneck, Vakuum-Schienen, Schauffeltrage, KED usw.] so schonend wie möglich geborgen und nach weiteren lebenserhaltenden Maßnahmen durch die Notärzte in den Ambulanzen bzw. im Hubschrauber in die diensttuende Klinik eingeliefert. Jeder Handgriff sitzt, alle Akteure beherrschen ihr Werkzeug und erledigen ihre Aufgabe nach bestem Wissen und Gewissen fachgerecht, auch wenn je nach Sachlage oft genug Kompromisslösungen Anwendung finden müssen.

Luxemburg war übrigens vor mehr als 20 Jahren, dank der Dynamik des damaligen P.C.-Direktors Leo JUNG und dem Know-how und Pioniergeist des ehemals zuständigen 1.™ Ingenieur-Technikers und heutigen Direktors Leo ANEN weltweit führend in der Ausarbeitung und Perfektionierung der rechnergesteuerten Funkalarmierung die wesentlich dazu beitrug, den therapiefreien Zeitraum zu reduzieren, und so manche ausländische Verantwortliche und Politiker haben uns darüber beneidet bzw. sich hier in Luxemburg inspirieren lassen. Zum Vergleich: In Deutschland werden regional die Feuerwehren noch mittels Sirenenalarm alarmiert wobei zwischen Eingang des Notrufs und Alarmbeginn eine Zeitspanne von >10 Minuten liegt. Das ist desolat denn es dauert im Ernstfall viel zu lang!

Zusammenfassend kann man schlussfolgern:

Zugegebenmaßen sind in den Sparten Ausrüstung und Ausbildung noch Optimierungen möglich, doch Perfektion wird es nie geben, selbst nicht in 100 Jahren und in keinem Land der Welt. Wer aber unseren nationalen Rettungsdienst, der sich gut und gerne mit dem Ausland messen kann, grundsätzlich als "desolat" bezeichnet und in der Öffentlichkeit ausnahmslos alles schlecht redet mit dem Ziel, Panik unter der Bevölkerung zu säen, der leistet unserem Land und den Patienten einen schlechten Dienst. Wenn ein Familienvater dazu animiert werden soll, [wie bereits geschehen] aus Angst und Verunsicherung sein verletztes Kind unverorgt mit dem Privatauto in eine Klinik zu kutschieren, befinden wir uns nicht mehr im Jahr 2001 sondern im vergangenen Jahrtausend!

Paul KETTENHOFEN

Grand-Duché de Luxembourg



Centre de Secours

Protection Civile  
Schengen

Concours:  
"Rettungsdienst"

Schengen, le 31.07.2001.

Messieurs,

Voici les dernières nouvelles du "Rettungsdienst"  
que j'ai reçues ce matin.

Je vous remercie:

Est-ce que cela va durer encore longtemps que  
certains personnes ont le droit de s'exprimer ainsi  
en public et cela dans le journal allemand  
le benoîte des secouristes luxembourgeois  
Tout ceci n'est pas fait pour remonter le moral  
des volontaires qui depuis des années, donnent  
de leur meilleur, pour un bon rendement, sans rien  
demander de plus

En attendant, Messieurs, de meilleures  
nouvelles, recevez mes salutations distinguées

J. Michels  
MICHELS ANNICK  
CHIEF DE CENTRE

## Question parlementaire N° 1231 de Monsieur le Député Lucien Lux



CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
Entrée le:  
13 JUIL. 2001  
1231

Monsieur Jean SPAUTZ  
Président de la Chambre des Députés  
Luxembourg

Luxembourg, le 13 juillet 2001

Monsieur le Président,

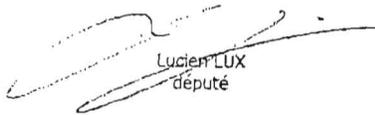
Par la présente, je vous prie de bien vouloir transmettre la question urgente suivante à Monsieur le Ministre de l'Intérieur ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.

Faisant foi à un article publié dans la revue spécialisée allemande « Rettungsdienst », la qualité du service de secours (« service d'urgence ») dans notre pays laisse fort à désirer. Si l'on en croit les deux auteurs de l'article, qui sont tous deux bénévoles à la « Protection Civile », les lacunes du service d'urgence au Grand-Duché sont à imputer principalement au niveau de formation des intéressés ainsi qu'à la base légale sur l'aide médicale urgente.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

- Avez-vous connaissance de ces lacunes qui, selon les auteurs de l'article en question, affectent le service d'urgence dans notre pays ?
- Est-ce que vous pouvez confirmer que, par crainte de perdre des membres, la direction de la Protection Civile n'est pas très exigeante en ce qui concerne le niveau de qualification de leurs bénévoles ?
- Concordez-vous avec l'affirmation que les textes législatifs réglant la matière sont vagues et ne tiennent donc pas assez compte des exigences actuelles en termes de formation des bénévoles du service d'urgence ?
- Ne pensez-vous pas que si les affirmations des auteurs de l'article mentionné ci-dessus sont fondées, il faudrait prendre des mesures rapides afin que la qualité du service d'urgence dans notre pays soit assurée ?

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma parfaite considération.

  
Lucien LUX  
député

Réponse de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale à la question parlementaire No 1231 de l'honorable député Lucien Lux relative au service d'urgence.

Avant de répondre aux questions posées par l'honorable député Lucien LUX, je voudrais rappeler d'abord qu'au Luxembourg, les services de secours, que ce soient les services d'incendie communaux ou la protection civile fonctionnent – abstraction faite de quelques rares exceptions – suivant le principe du volontariat, c.-à-d. au moyen d'organisations composées d'hommes et de femmes qui s'engagent et se dévouent jour après jour de façon bénévole pour les autres et pour la communauté. Le Gouvernement – tout comme par ailleurs la Chambre des Députés – a rappelé à d'itératives occasions qu'il ne souhaite pas renoncer au bénévolat et à ces idéalistes qui nous rappellent que dans une société évoluée et démocratique, il incombe à tous les citoyens de contribuer, de quelque manière que ce soit, au fonctionnement de leur Etat. M. le député LUX, en sa qualité de bourgmestre d'une ville abritant un important et très efficace centre de secours, vient par ailleurs de relever dans un discours qu'il a prononcé lors de l'inauguration récente de deux voitures du centre d'intervention de sa ville, que « sans l'engagement bénévole des secouristes et des sapeurs-pompiers, un service d'urgence ne serait pas possible au Grand-Duché de Luxembourg » (cité in : Républicain Lorrain, 23 juillet 2001).

Je suis donc gré à l'honorable député LUX de me donner encore une fois l'occasion de remercier, au nom du Gouvernement et en mon nom personnel, tous les volontaires, et plus spécialement ceux qui sont engagés dans les services de secours relevant du Ministère de l'Intérieur, pour leur engagement et leur dévouement.

Ces réflexions faites, il m'importe de souligner que le volontariat, tel que nous le concevons, a ses exigences, mais également ses limites :

- exigences d'abord, au niveau de la formation : la formation de base théorique et pratique du volontaire de la Protection civile porte sur une durée de deux ans et dure au moins 120 heures. Elle est clôturée par un brevet d'aptitude de secouriste ambulancier, créé par la loi du 11 janvier 1990. Après la formation de base, les ambulanciers doivent se soumettre à une formation continue. Les deux formations sont adaptées régulièrement à l'évolution matérielle et scientifique en la matière.
- contraintes ensuite : le volontaire est, par définition, une personne qui sacrifie son temps libre à secourir, de façon désintéressée ses concitoyens en détresse. On ne saurait donc la comparer à un professionnel qui dispose de beaucoup plus de temps pour se former et se perfectionner. Il est par ailleurs exact de dire qu'une augmentation du niveau de la formation, abstraction faite qu'elle comporterait nécessairement une modification de la loi qui interdit actuellement à toute personne non-médecin ou n'appartenant pas à une profession de santé d'effectuer des actes médicaux, serait de nature à décourager bon nombre d'ambulanciers qui ne disposent pas du temps nécessaire pour suivre une telle formation. Personnellement, je considère qu'un tel constat n'a rien de critiquable, mais reflète une situation parfaitement compréhensible.

Cette contrainte n'a en effet jamais posé de problème pour organiser des services de secours efficaces dans lesquels la population peut avoir entièrement confiance. Il ne faut en effet pas oublier que depuis 1986, c'est le Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU), composé de médecins anesthésistes et d'infirmiers anesthésistes, qui est envoyé sur les lieux d'un accident chaque fois qu'une personne se trouve en situation de détresse vitale ou que les ambulanciers sont confrontés à des situations dépassant leurs attributions. Cette complémentarité des services de secours – qui nous est enviée par bon nombre de nos pays voisins – permet d'assurer une prise en charge efficace, rapide et professionnelle de toute personne se trouvant dans une situation d'urgence à n'importe quelle partie du pays.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
Entrée le:  
13 JUIL. 2001

## Question parlementaire N°1236 de Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo



Luxembourg, le 16 juillet 2001

Monsieur Jean SPAUTZ  
Président de la Chambre des Députés  
Luxembourg

Monsieur le Président,

Par la présente, je vous prie de bien vouloir transmettre la question parlementaire suivante à Monsieur le Ministre de l'Intérieur.

Suite à l'article intitulé « *Rettungsdienst im Grossherzogtum Luxemburg* » publié dans l'édition de juillet 2001 de la revue allemande « *Rettungsdienst* » qui porte d'importantes critiques à l'égard de la formation des volontaires de la Protection Civile, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Pourquoi l'article en question ne figure-t-il pas dans la publication de la « Protection Civile » ?
- Que sous-entend le directeur de la « Protection Civile » quand il affirme que ledit article aura des répercussions ?
- Comment Monsieur le Ministre entend-il réagir face aux critiques formulées ?
- Quel est l'état d'avancement de la réforme des services de secours ?

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma parfaite considération.

Mars Di Bartolomeo  
Député

Réponse de Monsieur le Ministre de l'Intérieur à la question parlementaire No 1236 de l'honorable député Mars di Bartolomeo relative à un article intitulé « *Rettungsdienst im Grossherzogtum Luxemburg* » publié dans l'édition de juillet 2001 de la revue allemande « *Rettungsdienst* ».

Les 4 questions soulevées par l'honorable député di Bartolomeo soulèvent de ma part les observations suivantes :

1. Les responsables de la Protection civile, conscients de l'écho que déclencherait la publication de l'article litigieux, ont renoncé à sa publication, estimant que le périodique « Protection civile » qui se veut être avant tout un bulletin d'information et de motivation des volontaires de la Protection civile, ne constituait pas le forum approprié pour critiquer de façon unilatérale et hors contexte la formation des volontaires.
2. Le directeur de la Protection Civile a exprimé ses préoccupations au sujet des réactions des volontaires et les répercussions sur le fonctionnement futur des services de secours. Ces réactions ne se sont par ailleurs pas fait attendre: L'article intitulé « *Rettungsdienst im Grossherzogtum Luxemburg* » a suscité une vive polémique au sein des volontaires de la Protection Civile et du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU), incitant même certains volontaires à faire part à la direction de la Protection civile de leur intention de démissionner de leurs fonctions d'ambulancier du fait qu'ils se sentent déconsidérés malgré leur formation et le dévouement dont ils font preuve dans leur travail au service de la population. D'autre part, la prise de position publique des médecins-anesthésistes du SAMU et des instructeurs en chef et instructeurs en matière de secourisme démontre bien que ledit article aura sans aucun doute des répercussions sur la motivation des volontaires et, ce qui est plus grave encore, sur le recrutement futur de nouveaux volontaires.
3. Le Ministère de l'Intérieur et la direction du Service National de la Protection civile ne se déroberont pas à une discussion sur la formation des volontaires. J'estime néanmoins que le périodique « Protection civile » ne constitue pas le forum idéal pour mener un tel débat. Toutefois, afin que chacun puisse se former une opinion sur la question, j'ai demandé aux responsables du périodique « Protection civile » de publier, dans un prochain numéro, à côté de l'article litigieux, d'autres prises de position contradictoires de personnes non moins qualifiées ainsi que des volontaires eux-mêmes de façon à éclairer de manière complète les nombreuses facettes du problème sans pour autant démotiver les volontaires qui rendent des services inestimables au pays.
4. Le projet de loi 4536 portant création d'une administration des services de secours a été déposé à la Chambre des Députés le 24 février 1999. Dès que le Conseil d'Etat aura rendu son avis, le projet pourra être soumis au vote du législateur.

## STELLUNGNAHME DER AUTOREN

**U**nser Artikel in der deutschen Fachzeitschrift 'Rettungsdienst' hat in der Luxemburger Presse für viel Wirbel gesorgt. Selbstverständlich sind wir für jede Kritik offen, hätten uns aber an Stelle der vielen persönlichen Angriffe eher eine ehrliche Diskussion gewünscht. Aus diesen Gründen sehen wir uns zu dieser Stellungnahme verpflichtet.

### 1. Wir sehen in dem Artikel absolut keinen Anlass, sich als ehrenamtlicher Helfer angegriffen zu fühlen!

**I**m Artikel, ebenso wie in der Presse, betonen wir, dass die ehrenamtliche Arbeit nicht hoch genug zu würdigen ist. Die Bevölkerung muss sich vor Augen halten, dass es freiwillige Mitarbeiter gibt, welche einige tausend (!) Stunden Bereitschaftsdienst im Jahr leisten (das sind oft mehr Stunden als ein normaler Bürger arbeitet). Jeder, der sich dem 'Hobby' Rettungsdienst verschrieben hat, ist sich aber dem Unterschied zu anderen Freizeitbeschäftigungen bewusst: es geht um Menschenleben! Dies bedeutet, dass man bereit sein sollte, sich immer weiter fortzubilden und seinen Kenntnisstand aufzufrischen oder anders ausgedrückt: es genügt nicht, immer das Beste zu geben, sondern ebenso zählt die Qualität der Notfallversorgung! Es ist eine Tatsache, dass in einigen Rettungswachen ein nicht zu unterschätzender Anteil von freiwilligen Helfern aus unterschiedlichen Gründen nur an einem geringen Teil der Fortbildungen teilnimmt. Aus Mangel an Personal dürfen auch diese Mitarbeiter am Rettungsdienst teilnehmen. Unsere Hauptforderung lautet deswegen, die Ursachen für die mangelnde Beteiligung

an der Aus- und Fortbildung zu untersuchen, und dann eine höhere Beteiligung an diesen Veranstaltungen anzustreben. Dies ist sicher auch im Sinne der Verantwortlichen (vom Patienten nicht zu Sprechen), denn im „Précis pour Ambulanciers“ steht: Er (der Ambulancier) ist verpflichtet, sich weiterzubilden und sein Wissen durch Besuch von Kursen auf dem neuesten Stand zu halten.

### 2. Die Anschuldigungen, wir würden das SAMU-System in Frage stellen, können wir nicht verstehen.

**W**ir schreiben in unserem Artikel von einem SAMU mit „überdurchschnittlicher medizinisch-technischer Ausstattung“. Ausserdem erklären wir, dass jeweils ein Facharzt für Anästhesie sowie ein Narkosekrankenschwester zur Besatzung gehören. Wir schreiben zwar, dass ein Fachkundenachweis Rettungsdienst nicht erforderlich ist, fordern diesen aber auch nicht. Die Qualifikation der Notärzte steht für uns ausser Frage! Mit diesem Hinweis wollten wir dem ausländischen Leser lediglich zu verstehen geben, dass in Luxemburg eine höhere Qualifikation (Facharzt für Anästhesie und Intensivmedizin) als im Ausland vorgeschrieben ist.

### 3. Wir werden beschuldigt, keine wissenschaftliche Arbeit erstellt zu haben.

**D**as stimmt! Wie aber soll eine solche erstellt werden, wenn keine einheitliche medizinische Einsatzdokumentation zur Verfügung steht. Genau diese Einsatzdokumentation fordern wir! Zur Zeit werden nur die Patientendaten zwecks Abrechnung erfasst. Eine medizinische Einsatzdokumentation würde später erlauben, solche wissenschaftlichen Arbeiten zu erstellen. Ausserdem wäre sie eine sinnvolle Hilfe bei der Übergabe des

Patienten an den Notarzt resp. an die Notaufnahme. Bei eventuellen späteren Beschwerden könnten diese Einsatzprotokolle dann auch zur Entlastung des Ambulanciers herangezogen werden. Wir fordern mit Sicherheit keine Dokumentation nach ICD10 (International Classification of Diseases) jedoch schon Anamnese, Messwerte (Blutdruck, Puls, Pulsoxymetrie) und getroffene Massnahmen wären hier sehr hilfreich.

#### 4. Auch zu der von uns geforderten Ausbildung möchten wir gerne Stellung nehmen.

Die momentane Ausbildung für den Luxemburger Ambulancier ist zur Zeit folgendermassen gestaltet:

- "Cours d'initiation" an der Zivilschutzschule (16 Stunden, eigentliche Grundausbildung)
- Beteiligung an der 'Formation continue' in den Rettungswachen (28 x 2 = 56 Stunden innerhalb von 2 Jahren)
- Fortbildung an der Zivilschutzschule (1 x im Jahr 12 Stunden = 24 Stunden)

**W**ir kommen also auf eine Ausbildung von insgesamt 96 Stunden (den Erste-Hilfe Kursus ist als Zugangsvoraussetzung hier nicht mit eingerechnet). Wenn wir auch nur 80 Stunden Grundausbildung fordern, ist das in dem Sinne zu verstehen, dass es sich um 80 Stunden massgeschneiderte Kurse für auszubildende Ambulanciers handelt, da wir der Meinung sind, dass die Fortbildungsveranstaltungen für diese Personengruppe nicht den gleichen Stellenwert haben können wie speziell konzipierte Ausbildungsveranstaltungen. Ausserdem wünschen wir uns eine genauere Definition (Stundenzahl) dessen, was die 'obligatorische Teilnahme an den Kursen' betrifft. Auch für die Gestaltung des Praktikums würden wir uns

detailliertere Vorgaben (Stunden-, resp. Einsatzzahlen) wünschen (zur Zeit: „Pendant la durée du cycle de formation, les candidats doivent participer régulièrement comme stagiaire aux interventions du service ambulancier public“, aus „Précis pour Ambulanciers“). Auch scheint es uns sinnvoll, das Abschluss-examen in regelmässigen Abständen wiederholen zu müssen, um so den Kenntnisstand der einzelnen Mitarbeiter immer auf diesem Niveau zu halten.

#### 5. Erweiterte Ausbildungen:

**A**lle folgenden Ausbildungen sollten ganz klar als Diskussionsbasis gewertet werden und für keinen Ambulancier verpflichtend sein (im Gegensatz zu den normalen Fortbildungen in den Rettungswachen) und schon gar nichts an dem gut funktionierendem SAMU-System ändern. Unser Vorschlag zum Ambulancier-Avancé soll dazu dienen, dem Notarzt einen besser ausgebildeten Ambulancier zur Seite zu stellen, der dem Arzt optimal zur Hand gehen kann, so dass z.B. im Falle eines Unfalls mit mehreren Verletzten der professionelle Narkosekrankenpfleger sich um andere Notfallpatienten kümmern kann. Auch bei Folgeeinsätzen, wo der Narkosekrankenpfleger bei dem ersten Patienten verbleibt, stünde dem Notarzt ein qualifizierter Assistent zur Seite. Bei der weiteren Stufe zum Ambulancier-Spécialisé ist das Missverständnis noch grösser. Egal wie hoch ein zukünftiger Ambulancier eventuell auszubilden ist, unser Ziel sollte es sein, die Zeit zwischen Eintreffen des Rettungswagens und dem Eintreffen des SAMU (der nach den gleichen Kriterien entsendet wird wie bisher) so sinnvoll wie möglich zu überbrücken; zum Wohle des Patienten! Gerade im ländlichen Gebiet oder aber (wie im TB vom 20.7.2001 richtig bemerkt) wenn der medizinisch unausgebildete Laie dem 112 nicht alle Informationen liefern kann, um einen lebensbedrohlichen Zustand schon am Telefon zu

erkennen, und somit der SAMU nicht gleich mitalarmiert wird, sollten, wie auch in unseren Nachbarländern, bis zum Eintreffen des Notarztes schon erweiterte lebenserhaltende Massnahmen eingeleitet werden. Auch bei schweren Unglücksfällen mit vielen Verletzten können solche Zusatzausbildungen dem Patienten nur nutzen. Im Gegensatz zu einigen Anschuldigungen, wir würden die Gesetzgebung nicht kennen, möchten wir richtigstellen, dass auch wir schon im Artikel die Legalisierung der erweiterten Kompetenzen fordern.

## 6. Klinikpraktikum:

**E**s war uns bis dato nicht bekannt, dass ein Ambulancier ein Klinikpraktikum in Luxemburg absolvieren kann. Weder im „Précis pour Ambulanciers“ noch im „Guide des cadres“ der Protection Civile ist diese Möglichkeit aufgeführt. Über diese Möglichkeit freuen wir uns selbstverständlich, denn sie gibt den Ambulanciers die Möglichkeit, viele wichtigen Handgriffe (z.B. Maskenbeatmung in der Anästhesie) zu erlernen.

**A**bschliessend möchten wir noch einmal betonen, dass es NIE unser Ziel war, weder einen freiwilligen Helfer anzugreifen noch ein gut funktionierendes SAMU-System in Frage zu stellen. Wir wünschen uns, dass diese Stellungnahme dazu beiträgt, von jeglicher Polemik Abstand zu nehmen und zum Ziel, einer Diskussion zwischen allen Beteiligten, führen wird. Wir wünschen uns, dass auch in Zukunft die Zusammenarbeit zwischen 112, Krankenhäusern, SAMU und Ambulanciers im Sinne der uns anvertrauten Patienten weiter gut funktioniert.

Luc ANISET, Georges GIERES

## EXERCICE D'INTERVENTION EN TUNNEL « GOUSSELERBERG »

**L**es travaux de creusement du tunnel « Gousselerberg » (longueur totale: 2695 m) qui fait partie du tronçon de la route du Nord avancent bien c.-à-d. des deux côtés on a percé vers une profondeur d'environ 400 m chaque fois deux galeries. Afin d'examiner les prescriptions de sécurité prévues pour ce tunnel la firme responsable pour la coordination en matière de sécurité et de santé, en étroite collaboration avec la direction de la Protection Civile, avait élaboré un scénario pour un exercice d'intervention.

**L**e scénario qui était tenu secret consistait dans la simulation d'une explosion avec incendie d'un engin dans un tube et trois blessés graves répartis dans les deux tubes. L'exercice avait eu lieu le lundi 24 septembre entre 6 :00 et 8 :00 heures dans le tunnel Nord du chantier (côté Mersch). Le scénario sur les lieux prévoyait 2 ouvriers maquillés simulant les types de blessures « brûlés graves et intoxication » et un mannequin bloqué sous un engin. Moyennant deux générateurs à fumée blanche le tube a été enfumé pour rendre l'exercice le plus réel possible et en même temps pour pouvoir évaluer le déplacement des fumées.

On distinguait entre

- l'exercice de premiers secours et
- l'exercice d'incendie.



Le but du premier exercice était de

- tester l'alerte interne au sein l'entreprise vers le 112
- tester les premiers secours pratiqués par les ouvriers du chantier
- tester l'accès en galerie des voitures d'intervention.

Le deuxième exercice consistait à

- tester l'évacuation du personnel du chantier
- tester la lutte incendie en galerie par les pompiers
- tester le comptage du personnel sur le chantier.

**L**ors de la réunion de debriefing de l'exercice les organisateurs avaient adopté les mesures suivantes suite à différents problèmes observés durant l'opération :

- prévoir des couvertures de survie, des bandes et écharpes dans chaque réfectoire à l'intérieur du tunnel

- le pilotage de l'intervention sur le chantier doit se faire par le responsable des services de secours en étroite collaboration avec le chef de poste
- véhicules d'intervention pourront entrer en galerie sous le guidage du responsable du chantier
- sensibilisation des services de secours au port du casque obligatoire en galerie
- un prochain exercice est planifié pour le mois de juin 2002 en galerie Sud.

**L**es objectifs de l'exercice dans le tunnel consistaient à évaluer les points névralgiques de l'organisation des opérations de secours depuis l'alerte jusqu'à l'admission dans les vecteurs de transport vers les établissements hospitaliers. Il a démontré les difficultés induites par un tunnel en phase de chantier et la coordination entre les responsables du chantier et des services de secours.

L'auteur remercie les différents services de secours qui ont contribué à l'exercice d'intervention sur le site : Base Nationale de Support Lintgen, Sapeurs Pompiers de la Commune de Mersch, SAMU Réserve, Police de Mersch ainsi que les responsables de la coordination en matière de sécurité et de santé du chantier.

Charel Brück

## RÉCKBLÉCK... RÉTROSPECTIVE... FLASHBACK... RÜCKBLICK...

### EIN PIONIER IN DER BRUSTBEREICHCHIRURGIE

#### Vor 50 Jahren starb Ferdinand Sauerbruch



**F**ine Operation am offenen Brustkorb ist heute ein übliches Verfahren. Doch vor 100 Jahren waren solche Eingriffe undenkbar. Erst die Einführung eines Verfahrens durch Ferdinand Sauerbruch, erlaubte die operative Öffnung des Brustkorbes. Daneben wurde er aber auch berühmt durch seine Prothesen, die sog. Sauerbruchhand sowie durch verschiedene Verbesserungen in der Herz-, Magen- und Speiseröhrenchirurgie.

Ferdinand Sauerbruch wurde am 3. Juli 1875 in Wuppertal geboren. 1895 begann er ein Studium der Naturwissenschaften an der Universität in Marburg wechselte dann an die Medizinische Fakultät der Universität Leipzig. Wirtschaftliche Gründe zwangen ihn zu praktischer ärztlicher Tätigkeit in Kassel, Erfurt und Berlin, bevor er 1903 als Volontärarzt an der Chirurgischen Universitätsklinik Breslau anfang.

#### Erfolg in der Thoraxchirurgie

**H**ier entwickelte er mit großer Zielstrebigkeit ein Operationsverfahren mit welchem der Chirurgie im Brustraum neue Wege eröffnet wurden. Eine Öffnung des Brustkorbes führt dazu, dass sich Luft im Brustfellraum ansammelt und dadurch den dort herrschenden Unterdruck aufhebt - die Lunge fällt zusammen. Um diesem Pneumothorax vorzubeugen, entwickelte der damals 28-jährige Arzt eine große Kammer, in der ein Unterdruck von etwa 0,9 Kilopascal herrschte. Darin konnten Brustoperationen gefahrlos durchgeführt werden.

Am 6. Juni 1904 führte Sauerbruch sein Druckdifferenzverfahren auf dem Kongress der Deutschen Gesellschaft für Chirurgie vor, womit der Grundstein für seine Bekanntheit und seinen späteren Ruhm gelegt war. Sauerbruch entwickelte sein Verfahren dahingehen weiter, dass nicht außen ein Unterdruck erzeugt wird, sondern die Lunge mit einem Überdruck von innen stabilisiert wurde. Diese Methode wird in der Chirurgie bis heute angewendet.

#### Die „Sauerbruchhand“

**Z**u dieser Zeit wurde er Oberarzt in Greifswald und Marburg, 1910 dann als Ordinarius nach Zürich berufen wo er die operative Behandlung der Lungentuberkulose vervollkommnete. Zu Beginn des ersten Weltkrieges wird Sauerbruch beratender Chirurg des Armeekorps. Seine Fronterlebnisse treiben ihn zu experimentellen Untersuchungen zur Konstruktion einer künstlichen Hand für Kriegsversehrte. Dabei gelang es ihm, die Muskeln des Amputationsstumpfes des Unterarms so zu mobilisieren, dass mit Hilfe eines in einen Muskelkanal eingelegten Elfenbeinstiftes und

Drahtzügen mit einer künstlichen Hand einfache Schließ- und Öffnungsbewegungen durchgeführt werden konnten. Mit dieser „Sauerbruchhand“ wurden Tausende von Patienten, auch sog. Ohnhänder, beruflich und gesellschaftlich rehabilitiert.

**S**auerbruch nahm 1928 den Ruf an die Charité in Berlin zu übernehmen, deren Chirurgische Klinik er bis 1949 leitete. Diese Zeit sollte ihm die Krönung seines Werkes bringen. Er wagte sich an die schwierigsten Operationen. So gelang ihm 1931 die erste Beseitigung einer Ausbuchtung der Herzwand nach einem Infarkt (Herzaneurysma). In der vorantibiotischen Zeit setzte er Maßstäbe was Präzision, Schnelligkeit und das Aufeinandereingespieltsein seines Operationsteams anging.

### Sauerbruch und das Dritte Reich

Sauerbruchs Rolle im Dritten Reich wirft allerdings Schatten auf das Genie zumal er zum Leibarzt Hitlers avancierte. Sein Verhältnis zum Nationalsozialismus war problematisch. Er nahm den ersten deutschen Nationalpreis für Kunst und Wissenschaft an, aber er lehnte den Antisemitismus der Nationalsozialisten ab, er weigerte sich, der Partei beizutreten, und er gehörte der Mittwoch-Gesellschaft an, in der Umsturzpläne diskutiert wurden.

Sauerbruchs letzte Jahre waren überschattet von einer fortschreitenden Zerebralsklerose, die auch zu seinem erst durch massiven Druck erreichten Rücktritt vom Amt führte. Er starb am 2. Juli 1951 in Berlin, einen Tag vor Vollendung seines 76. Lebensjahres.

**S**ensationelle Operationserfolge, gepaart mit Selbstbewusstsein und glänzender Rhetorik, machten Ferdinand Sauerbruch zum bekanntesten Chirurgen Deutschlands, dessen Auftritte auf chirurgischen Kongressen und vor überfüllten Auditorien zu gesellschaftlichen Ereignissen wurden. Er revolutionierte mit seinen Entdeckungen die Medizin des 20. Jahrhunderts.

Charel Brück

## LES SERVICES DE PROTECTION CIVILE AU PORTUGAL

### MISSION GÉNÉRALE

**P**révenir les risques naturels ou technologiques relatifs aux accidents graves, aux catastrophes, ou aux désastres, atténuer les pertes et dommages subis par la population, les ressources matérielles et l'environnement, et soulager la population chaque fois qu'une situation d'urgence se présente.

### ORGANISATION DES SECOURS

**L**e système de protection civile comprend le Service national pour la Protection civile (SNPC), les services régionaux pour la Protection civile (SRPC), ainsi que les services municipaux pour la Protection civile (SMPC). Des délégations du SNPC sont basées dans chacun des 18 districts faisant partie de l'organisation administrative portugaise.

Le Premier ministre est responsable de l'organisation de la politique de Protection civile et des secours d'urgence en cas de catastrophe au niveau national. Il peut déléguer ses responsabilités au ministre de l'Intérieur. Au niveau régional, la responsabilité appartient aux présidents du gouvernement des régions autonomes des Açores et de Madère ainsi qu'aux gouverneurs de district sur le continent. Au niveau local, la responsabilité appar-

tient aux maires. Le centre national d'opérations d'urgence (CNOEPC) intervient sur demande du SNPC peu après la catastrophe importante pour laquelle les moyens assignés à la municipalité ou au district où elle s'est produite sont insuffisants et ce, afin de coordonner et de contrôler les opérations de secours et le soutien logistique au niveau national. Un bureau national de secours d'urgence en cas de catastrophe fonctionne 24 heures sur 24 au SNPC pour contrôler et gérer la situation en cours. Aux niveaux régional et local, des centres d'opérations d'urgence dans les districts (CDOEPC) et les municipalités (CMOEPC) interviennent chaque fois qu'un accident grave ou une catastrophe se produit dans leurs secteurs administratifs respectifs.

### FORMATION DES AGENTS DE PROTECTION CIVILE

**L**e SNPC est un organisme chargé du développement de plans et de politique ainsi que la coordination et du contrôle de la réponse d'urgence. Son organisation ne prévoit donc pas d'unités organiques de réponse en cas de catastrophe ni d'écoles structurées pour la Protection civile. La formation des agents de protection civile incombe aux organisations possédant des écoles ou centres de formation dans ce domaine.

Cependant, le SNPC est responsable d'une campagne générale de sensibilisation publique, d'information et d'éducation, par la diffusion des mesures de sécurité et d'autoprotection que la population devra adopter en cas de situation de danger.

## AGENTS DE PROTECTION CIVILE

**L**es principaux agents de protection civile sont le Service national des pompiers (SNB), les forces de sécurité (police et garde nationale), les forces armées, les autorités de la marine et de l'aviation et l'institut national pour l'urgence médicale (INEM).

**L**es ligues de pompiers volontaires, les services de santé, les organismes de sécurité sociale, les ONG et autres organisations bénévoles, les services publics responsables des réserves forestières et naturelles, de l'industrie et de l'énergie, des transports, des communications, des ressources en eau et de l'environnement, les services de sécurité et de secours appartenant à des sociétés privées et publiques ainsi que les ports de mer et les aéroports ont le devoir de coopérer avec les agents de Protection civile susmentionnés. Plusieurs institutions et organisations scientifiques et technologiques sont notamment chargées de la coopération avec le SNPC et contribuent de manière notable au système de Protection civile. Il s'agit d'institutions et d'organisations liées aux domaines de la météorologie et à la géophysique, à l'ingénierie, à la technologie industrielle, à la géologie, à la sylviculture, à la protection nucléaire et aux ressources naturelles.

## GEFAHRGUT-LKW VERUNFALLT



**A**m Dienstag, den 4. September 2001, gegen 14.10 Uhr wurde das Einsatzzentrum aus Mertert zur Autobahnausfahrt "Kalkwerk" beordert. Hier wäre ein LKW von der Strasse ab-, und in einem Bach zum Stehen gekommen.

Über die Situation des oder der Fahrer war nichts genaues bekannt.

**Z**ur Erklärung: Die sogenannte "Kalkwerkabfahrt" führt von den Autobahntankstellen bis zur Sauer wo sie in die Strasse mündet welche Wasserbillig mit Moersdorf verbindet. Das maximale Gefälle liegt bei 11 Prozent. Die Länge der Abfahrt beträgt rund 900 Meter und der Höhenunterschied misst 41 Meter.

Simultan mit dem Einsatzzentrum aus Mertert wurde die Alarmierung der Feuerwehr aus Wasserbillig veranlasst, da diese auf ihrem 27 Jahre alten TLF noch über eine funktionierende Seilwinde verfügt.

**B**eim Eintreffen vor Ort wurde festgestellt, dass der Unfall sich am unteren Ende der Abfahrt ereignet hatte. Ein Tanklaster hatte ungebremst die vielbefahrene Landstrasse überquert, hatte sich überschlagen, und lag seitwärts im Bett eines Baches welcher sich hier in die Sauer ergießt.



Die erste Erkundung ergab, dass der Fahrer, alleiniger Insasse, leicht verletzt war, sich unter dem LKW keine Person oder Fahrzeug befand, die Ladung ziemlich sicher nicht explosiv war, und die dichte Verqualmung rund um das Fahrzeug

durch die auslaufende Ladung bedingt war und nicht durch einen Brand. Eine Verständigung mit dem ausländischen Fahrer war nur schwer möglich.

### Die Gefahrenmerkmale konnten gleich gefunden werden.

Zur Ladung:

Kemler-Zahl: 99 Gefahr einer spontanen heftigen Reaktion

Gefahrnummer (Die Verdopplung einer Ziffer weist auf die Zunahme der entsprechenden Gefahr hin)

UN-Nummer: 3257 VIATOTAL

Stoffnummer (groupe: bitumes routiers)

**E**s handelte sich konkret um 25 Tonnen (19.000 Liter) auf 150 bis 200 Grad erhitztes flüssiges Bitumen. Laut den Merkblättern ist jeder direkte Kontakt sowie das Einatmen der Dämpfe unbedingt zu vermeiden. In der direkten Umgebung ist das Tragen von umluftunabhängigen Atemschutzgeräten angebracht. Von einem vollen Wasserstrahl wird abgeraten, es stellte sich demnach die Frage nach der Reaktion mit dem Wasser im Bach und in der Sauer.

Es erfolgte eine Rückmeldung, woraufhin die nationale Zivilschutzbasis aus Lintgen mit dem Gefahrstoffzug sowie dem Kran an der Unfallstelle anrückte. Auch wurde die Feuerwehr aus dem deutschen Ort Langsur, welcher direkt gegenüber der Unfallstelle liegt, nachalarmiert.

**D**as brodelnde Bitumen welches sich aus mehreren Löchern des nicht kompartimentierten Tankes in den Bach ergoss, gelangte im Anfangsstadium massiv in die Sauer.



Je grösser die Quantität war, desto länger und weiter schwamm die kochende Masse. Nach der Abkühlung setzten sich große und kleine Klumpen auf dem Grund des Wassers und am Ufer ab. Es

# Protection

ge 76

ge 77

gelangten Klumpen bis zur Einmündung der Sauer in die Mosel, es ist dies eine Strecke von ungefähr 400 Metern.

**D**as Auslaufen des kochenden Bitumens erinnerte an Fernsehbilder von glühender Lava welche am Anfang schnell, und nach fortgesetzter Kühlung immer langsamer abläuft.



Mit großen Mengen an Sand gelang es relativ schnell die auslaufende Masse im Bett des Baches zu stauen und so einen weiteren Abfluss in die Sauer zu verhindern. Sand wurde auch rund um den beschädigten Tank aufgeschüttet und an den defekten Stellen angepresst, so dass eine relativ gute Abdichtung erreicht wurde. An der Mündung der Sauer in die Mosel wurde eine Ölsperre errichtet.

**M**it dem 50 Tonnen Kran der BNS wurde der LKW auf die Räder gestellt, damit eine spezialisierte Firma die Restmengen aus dem Tank abpumpen konnte. Nachdem dies geschehen war, wurde der LKW mit dem Kran und der Seilwinde des RW2 aus dem Bach auf die Strasse gezogen. Zuvor mussten hier mehrere Meter Leitplanke entfernt werden.



**W**ährend der Bergungsarbeiten war die Strasse sowie die Autobahnabfahrt komplett gesperrt. Wegen der Gefahr einer grösseren Verschmutzung war der internationale Moselplan ausgelöst worden, was bedingte, dass sich vor Ort viele Beamte aus allen möglichen Verwaltungen aus Luxemburg und aus dem Kreis Trier-Saarburg über die Lage erkundigten.

**D**er Einsatz wurde koordiniert vom Chef der BNS zusammen mit dem Zenterchef aus Mertert. Vor Ort war auch Bürgermeister Gust Stefanetti, sowie der regionale Direktor der Polizei.

Die Zusammenarbeit war einmal mehr vorbildlich.

Jos Schummer

## VORBEREITUNG AUF DEN NOTFALL

### FORTBILDUNGSVERANSTALTUNG IN DER EUROPÄISCHEN AKADEMIE OTZENHAUSEN

**I**m Jahre 1961 wurde von den Regierungen der Französischen Republik, dem Grossherzogtum Luxemburg und der Bundesrepublik Deutschland die Internationale Kommission zum Schutze der Mosel gegen Verunreinigungen gegründet. Diese Kommission hat die Aufgabe, eine Zusammenarbeit der zuständigen Dienststellen zu garantieren, um Mosel und Saar gegen Verunreinigungen zu schützen.

Die Kommission hat am 28. November 1978 die Aufstellung eines internationalen Warn- und Alarmplanes für die Einzugsgebiete von Mosel und Saar beschlossen. Mit diesem Warn- und Alarmplan sollten akute Verunreinigungen mit wassergefährdeten Stoffen erfasst und auf kürzestem Wege an die zuständigen Behörden zur Bekämpfung des Schadensereignisses nach einem bestimmten zweisprachigen Meldemuster in Form einer Warnung oder bei geringfügigen Ereignissen, in Form einer Information telefonisch und per Telefax weitergemeldet werden.

**E**in intensiver Erfahrungsaustausch mit den Anwendern dieses Planes, die sich aus dem Zivilschutz, der Polizei, städtischen Einrichtungen, Wasserwirtschaftsverwaltungen und Ministerien rekrutieren, gab 1995 den Anlass, den bis dahin problemlos funktionierenden Plan zu optimieren und die über ein Jahrzehnt gewonnenen Erfahrungen sowie die Erkenntnisse aus einem Probealarm in den Alarmplan einzubauen.

## ÜBUNG MACHT DEN MEISTER



**I**m Rahmen von zwei Fortbildungsveranstaltungen in den Räumen der Europäischen Akademie Otzenhausen wurde der optimierte Internationale Warn- und Alarmplan Mosel-Saar den Anwendern vorgestellt. Dabei wurden einzelne Fallbeispiele von Schadensereignissen angesprochen, die Anwendung des Planes trainiert und durch gegenseitiges persönliches Kennenlernen die Sprachbarriere überwunden.

**W**esentliche Bestandteile des Internationalen Warn- und Alarmplanes Mosel-Saar sind neben den zeichnerischen und textlichen Darstellungen folgende

#### Landeshauptwarnzentralen (LHW):

- Metz Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile, Préfecture de la Moselle
- Luxemburg Zivilschutzbehörde des Landes Luxemburg
- Saarbrücken Landesamt für Umweltschutz

- Trier Regionalstelle Wasserwirtschaft, Abfallwirtschaft und Bodenschutz der Struktur- und Genehmigungsdirektion Nord
- Koblenz Regionalstelle Wasserwirtschaft, Abfallwirtschaft und Bodenschutz der Struktur- und Genehmigungsdirektion Nord.

**D**iese Landeshauptwarnzentralen, die auch gleichzeitig Schnittstellen zu den entsprechenden nationalen Alarmplänen sind, setzen die Meldungen (Warnungen oder Informationen) ab, wobei das Verfahren vom Schadensereignisort abhängt. Grundsätzlich werden Meldungen vom Oberlieger zum Unterlieger weitergegeben.

## ZUFRIEDENE LUXEMBURGER DELEGATION



**B**eispielsweise ist ein Unfall mit wassergefährdenden Stoffen, der sich im Einzugsgebiet der Sauer in Luxemburg ereignet hat und sich negativ auf die Gewässergüte der Mosel auswirkt, als Schadensereignis im Warn- und Alarmplan zu behandeln. Die Meldungen erfolgen von der LHW Luxemburg an die stromabwärts gelegene LHW in Trier. Warnungen und Informationen werden überwiegend mit Telefax auf einem festgelegten zweisprachigen Meldemuster weitergeleitet.

Entwarnungen erfolgen nur bei der Meldestufe Warnung. Entwarnungen für Gewässerabschnitte erfolgen nach Abklingen der akuten Gewässer-  
verunreinigung von der jeweils für den betreffenden Gewässerabschnitt zuständigen LHW.

**D**ie LHW Luxemburg war an den beiden Fortbildungsveranstaltungen (22. + 23. 10. und 19. + 20. 11. 2001) durch jeweils zwei Disponenten der Notrufzentrale 112 vertreten. Die in diese Fortbildung gesetzten Ziele wie:

- Austausch der Erfahrungen anhand konkreter Fallbeispiele,
  - Beherrschung der Anwendungsregeln sowie der Warnverfahren des Internationalen Planes,
  - Grenzüberschreitende Zusammenarbeit,
  - Pflege der Beziehungen und einander kennenlernen
- wurden laut Aussagen der luxemburgischen Teilnehmer zur vollsten Zufriedenheit erfüllt, so dass die luxemburgische Delegation einer Weiterführung solcher Fortbildungen nur zustimmen kann.

## PORTE OUVERTE ZENTER STENGEFORT

**A**m 22 und 23ten September dieses Jahres fand im Einsatzzentrum Steinfort ein Tag der offenen Tür statt. Gleichzeitig mit diesem Ereignis wurden 40 Jahre Protection Civile (Ambulanzwesen), 10 Jahre "Sauvetagedienst" sowie 10 Jahre Jugendfeuerwehr Steinfort gefeiert.



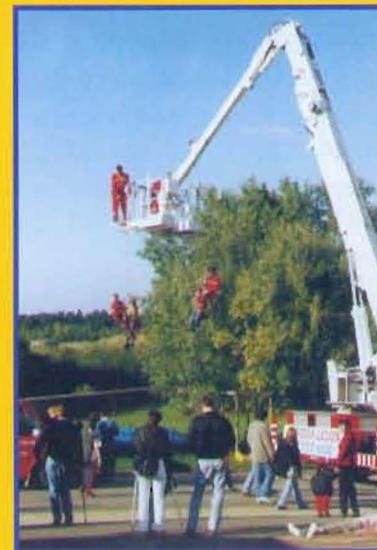
**D**ie "Porte Ouverte" fand im und um das neue Einsatzzentrum (Einweihung 1999) statt. Neben über 40 Einsatzfahrzeugen von Feuerwehr und Rettungsdienst die an den beiden Tagen zu bestaunen waren, wurde den Besuchern ein vielfältiges Rahmenprogramm dargeboten. Unter anderem konnte man eine sehr interessante Ausstellung alter Feuerlöcher (ab dem Jahr 1855) bewundern. Ausserdem konnten sich die vielen Gäste eine Sammlung von über 40 Einsatzhelmen aus aller Welt

sowie eine Postkartenausstellung über das Rettungswesen ansehen. Ein Scheunenbrand bei dem eine Löschpumpe aus dem Jahre 1869 "zum Einsatz kam" war in Szene gesetzt worden. Ebenso wurde alte und neue Einsatzkleidung von Feuerwehr und Rettungswesen ausgestellt.

An beiden Tagen wurden Feuerwehr- und Rettungsübungen dargeboten.

Die Jugendfeuerwehr eröffnete den Reigen mit einer Löschübung wobei ihr Löschfahrzeug FALCON zum Einsatz kam.

Der Sauvetage und die Ambulanz demonstrierten die Bergung verletzter Personen aus einem PKW.



**D**ie Hundestaffel der Protection Civile verstand es mit verschiedenen Darbietungen die Besucher zu begeistern.

Der "Groupe N.B.C." der Protection Civile stand den vielen interessierten Besuchern über seinen Aufgabenbereich Rede und Antwort.

Die Berufsfeuerwehr aus Arlon (Belgien) stellte verschiedene Fahrzeuge aus und die speziell trainierten Höhenretter zeigten in Zusammenarbeit mit der Hundestaffel der Protection Civile Rettungseinsätze aus Höhen und Tiefen.

# Protection

Page 84

Page 85

**E**benfalls standen den Besuchern Einsatzfahrzeuge der französischen Feuerwehr aus dem Departement Meurthe et Moselle zur Schau bereit.

Informationsstände über Protection Civile, Feuerwehr, "Kannertelefon" waren zu besichtigen. Für die Betreuung der Jüngsten war ebenfalls bestens gesorgt.

Mehrere Workshops über Erste Hilfe oder Arbeiten mit Feuerlöschern rundeten das Programm ab.

Diese "Porte Ouverte" hat gezeigt dass die Arbeit der freiwilligen Helfer grosses Interesse und Anerkennung bei der Bevölkerung weckte.

**E**igens für diese "Porte Ouverte" wurde ein Film mit dem Titel "Eisen Asaz fir äer Secherheet", produziert und an beiden Tagen vorgeführt. Dieser Film zeigt die Zusammenarbeit der verschiedenen Rettungsdienste, wie Feuerwehr, Sauvetage, Ambulanz und Notarzt. Ein großer Dank geht an die Direktion, die Zentrale der Protection Civile und den Film Club "Objectif 2001" aus Steinfort ohne deren Mitarbeit die Entstehung dieses Films nicht möglich gewesen wäre.

Zum Anlass der Festlichkeiten (40 Jahre Protection Civile, 10 Jahre Sauvetage und 10 Jahre Jugendfeuerwehr Steinfort) wird eine "Brochure" veröffentlicht die die Geschichte des Einsatzzentrums Steinfort in allen Einzelheiten beschreibt.

Film und Broschüre können unter der Telefonnummer 091 477086 bestellt werden.

# Civile



**A**bschliessend möchten wir allen Mitwirkenden und allen Besuchern unseren herzlichsten Dank aussprechen, denn ohne ihre Mithilfe hätte unsere "Porte Ouverte" keinen so großen Erfolg gekannt.

Fred Konsbrück

## NOUVEAU SALON DE L'ENFANT 2001

**V**om 26. Oktober bis 4. November 2001 war die Protection Civile mit ihrem Stand am „Nouveau Salon de l'Enfant 2001“ beteiligt. Den Besuchern wurde edukatives Spielzeug sowie Bücher und Lernmethoden angeboten. Daß die sinnvolle Freizeitgestaltung in diesen Rahmen paßte, ist also nicht von der Hand zu weisen.



Erfolg darstellen. Viele Besucher zeigten sich interessiert und fragten nach den Erste Hilfe Kursen sowie Aufnahmebedingungen zwecks Mitarbeit bei der Protection Civile.

**U**nser Ziel war es, die Bevölkerung und vor allem die jungen Besucher auf unsere Organisation und deren Arbeit aufmerksam zu machen. Mit Stolz kann man unsere Anwesenheit als

Clesen Roby

## UNSER VIELSEITIGER FUHRPARK

### TRINKWASSERAUFBEREITUNGSANLAGE :



**T**rinkwasseraufbereitungsanlage der Marke KÄRCHER aufgebaut in einem Wechsellader, unterteilt in 4 verschiedene Bereiche zur Aufbereitung bis zu 1000 Liter Trinkwasser in der Stunde, bestehend aus:

- Klimaraum: mit Klimaanlage bei Betrieb bei starker Sonneneinwirkung
- Generatorraum: mit einem schallisolierten Generator für ein autarkes Arbeiten ohne Netz
- Stauraum: zur Unterbringung der Rohwasserpumpe, Schläuche, Verbrauchsmaterial, Wasserverteilstation, Chemikalien, usw.
- Betriebsraum: bestehend aus:
  - 2 Umkehrosmoseanlagen WTC 500 RO mit einer Kapazität von je 500 Liter Rohwasseraufbereitung
  - 1 Ionenaustauscher
  - 1 Chlorierungsbehälter
  - 1 Reinigungs-/Konservierungsbehälter
  - 1 3000 Liter Trinkwassertank
  - 1 Trinkwasserpumpe

## LIENS INTERNET NATIONAUX ET INTERNATIONAUX

### LIENS NATIONAUX

Centre de secours Kayl	<a href="http://www.cik.lu">www.cik.lu</a>
Centre de secours Dudelange	<a href="http://www.cid.lu">www.cid.lu</a>
Centre de secours Bettembourg	<a href="http://www.cibett.lu">www.cibett.lu</a>
Centre de secours Mertert	<a href="http://www.center-mertert.lu">www.center-mertert.lu</a>
Centre de secours Schifflange:	<a href="http://webpiaza.pt.lu/public/gobillot/index.htm">http://webpiaza.pt.lu/public/gobillot/index.htm</a>
Centre de secours Lintgen	<a href="http://www.homepages.at/pcbns">www.homepages.at/pcbns</a>
Police Grand-Ducale	<a href="http://www.etat.lu/police/internet">www.etat.lu/police/internet</a>
FNCSP	<a href="http://www.pompjeesverband.lu">www.pompjeesverband.lu</a>
Gefahrengutdaten	<a href="http://www.ericards.net">www.ericards.net</a>
Clinique de garde	<a href="http://www.hopital.lu">www.hopital.lu</a>
Pharmacie de garde	<a href="http://www.pharmacie.lu">www.pharmacie.lu</a>

### LIENS INTERNATIONAUX

Protection Civile Suisse	<a href="http://www.protectioncivile.admin.ch">www.protectioncivile.admin.ch</a>
Le SAMU de PARIS	<a href="http://www.invivo.net/samu75/accueil.html">www.invivo.net/samu75/accueil.html</a>
Espagne	<a href="http://www.proteccioncivile.org">www.proteccioncivile.org</a>
Allemagne	<a href="http://www.bzs.bund.de">www.bzs.bund.de</a>
Autriche	<a href="http://www.adis.at/zivilschutz">www.adis.at/zivilschutz</a>
Belgique	<a href="http://www.mibz.fgov.be/pc/pcb/encb03.htm">www.mibz.fgov.be/pc/pcb/encb03.htm</a>
Danemark	<a href="http://www.beredskabsstyrelsen.dk">www.beredskabsstyrelsen.dk</a>
Finlande	<a href="http://www.intermin.fi/sm/pelastus/esite_eng/index.html">www.intermin.fi/sm/pelastus/esite_eng/index.html</a>
France	<a href="http://www.intérieur.gouv.fr/organisation/index.htm">www.intérieur.gouv.fr/organisation/index.htm</a>
British Civil Defence	<a href="http://www.britishcivildefence.org">www.britishcivildefence.org</a>
Hollande	<a href="http://www.minbzk.nl">www.minbzk.nl</a>

## CHANGEMENTS INTERVENUS AU SEIN DES CADRES DU SERVICE NATIONAL DE LA PROTECTION CIVILE

Par arrêté ministériel du 18 mai 2001, démission honorable de leurs fonctions de membre du groupe de secours en matière nucléaire, biologique et chimique de la protection civile est accordée, sur leur demande, à Messieurs **Nico THILL, Francis GOBILLOT, Michel STAUDTE et Marc STAUDTE**. Le titre honorifique des fonctions exercées à la protection civile est conféré à Messieurs Nico Thill, Francis Gobillot, Michel Staudte et Marc Staudte.

Par le même arrêté ministériel Messieurs **Steve DADARIO** de Dudelange et **Jason GENSOUS** de Goebelange sont nommés membres du groupe de secours en matière nucléaire, biologique et chimique de la protection civile.

Démission honorable de ses fonctions d'instructeur en secourisme de la protection civile est accordée, sur sa demande, à Monsieur **Patrice KLEIN** de Mondercange. Le titre honorifique des fonctions exercées à la protection civile est conféré à Monsieur Patrice Klein.

Le 29 août 2001, Monsieur **Paul FLOERCHINGER** de Burmerange a été nommé aux fonctions de chef-adjoint du centre de secours de Schengen par arrêté de Monsieur le Ministre de l'Intérieur Michel Wolter.

Par arrêté ministériel en date du 11 octobre 2001 démission honorable de ses fonctions de chef-adjoint du centre de secours de Junglinster est accordée, sur sa demande, à Monsieur **Marc SAUBER** de Gonderange. Le titre honorifique des fonctions exercées à la protection civile est conféré à Monsieur Marc Sauber.



**Den Direkter vun der Protection Civile, d'Conseillers techniques, d'Personnel aus der Direktioun, vun der Zentral 112, aus dem Atelier vu Lëntgen an aus der Schoul vu Schëmpech**

wünschen alle Membere  
vun der Protection Civile

**Schëi  
Kreschtdeeg**

## REPertoire TELEPHONIQUE DU SERVICE NATIONAL DE LA PROTECTION CIVILE 1, RUE ROBERT STÜMPER - Z.I. CLOCHE D'OR GASPERICH L- 2557 LUXEMBOURG

### ADMINISTRATION

ANEN Léon	Directeur	Fax: 49 771-771	tél.	
CONER Viviane	Directeur-adjoint		49 771-406	
GREIS-KRANTZ Karin	Chef de bureau adj.	affaires générales, congé spécial	49 771-410	viviane.coner@protex.etat.lu
OTH Claudine	Rédacteur-stagiaire	affaires générales	49 771-421	karin.greis@protex.etat.lu
BORDEZ-FEITZ Nicole	Employée	comptabilité (matin)	49 771-408	claudine.oth@protex.etat.lu
GILLEN Gisèle	Employée	secrétaire de direction	49 771-412	nicole.bordez@protex.etat.lu
HOFFMANN Mike	Employé	publications	49 771-407	gisele.gillen@protex.etat.lu
JUNG-BARADEL Nadine	Employée	comptabilité (matin)	49 771-414	mike.hoffmann@protex.etat.lu
LINDEN Isabelle	Employée	ambulances pour manifestat (matin)	49 771-409	
MATYSIK Lydia	Employée	cours de secourisme	49 771-420	isabelle.linden@protex.etat.lu
			49 771-413	lydia.matysik@protex.etat.lu
			493 492	
KAYL René	Prép. Serv. d'Urgence		49 771-404	

### SERVICE TECHNIQUE

BRÜCK Charles	Ing. tech. insp. ppal 1er en rang	Fax: 49 771-771	49 771-411	charles.bruck@protex.etat.lu
SCHLEICH Gilbert	Ing. tech. insp. ppal 1er en rang		49 771-401	gilbert.schleich@protex.etat.lu

### INSTRUCTION ET MATERIEL SANITAIRE

BLEY Guy	Infirmier hospitalier gradué	Fax: 49 771-771	49 771-305	guy.bley@protex.etat.lu
CLESEN Roby	Employé		49 771-402	robi.clesen@protex.etat.lu
FLOERCHINGER Paul	Employé		49 771-432	paul.floerchinger@protex.etat.lu

### CENTRAL DES SECOURS D'URGENCE

BAUSCH Jeannot, BELARDI Daniel, BINZ Camille, FERRING Francis, FLAMMANG Alphonse, GOBILLOT François, GOERGEN Robert, GOTTING Jeff, HERR Jeff, HOFFMANN Guy, MARTINY Armand, MEYER Fernand, OTH Jean-Paul, SCHULLER Henri, THILL Nico, WILTGEN Romain		Fax: 49 38 88	112	urgences;112@protex.etat.lu
--	--	---------------	-----	-----------------------------

### ATELIER DE LA PROTECTION CIVILE

73C, route de Diekirch, L-7440 Lintgen		Fax: 32 77 67	32 03 87	carlo.birscheidt@protex.etat.lu
BIRSCHIEDT Carlo, EWEN Georges, FABER Paul, HAUFFELS Claude, MULLER Guillaume, SCHAAL Nico				

### ECOLE NATIONALE DE LA PROTECTION CIVILE

Maison 93, L-9684 Schimpach		Fax 94 92 33-337	94 92 33-1	marnach@pt.lu
ERRAMI-COPINE Jocelyne, MARNACH-COLLES Anita, MARNACH Armand, STEIES-BAULISCH Viviane, THILMANY Théa, WINANDY Renée, ZEIE-VAN DEN BERG Josée				

**IMPRESSUM**  
Grand-Duché de Luxembourg  
Ministère de l'Intérieur  
"Fir dech a fir dâi Land"  
Publication périodique du Service National  
de la Protection Civile  
No.54

**Rédaction**  
Direction de la Protection Civile  
1, rue Robert Stümper - L- 2557 Luxembourg  
tél: 49.77.11 - Fax: 49771-771

**Conception:**  
F'CREATIONS

**Impression:**  
Imprimerie Centrale s.a., Luxembourg

**Photos:**  
Centre de secours Mertert, Centre de secours Schengen,  
Raymond Brausch, Mike Hoffmann,  
Gérard Wohl, Roland Rinnen

# 112

## Protection Civile

